

la lettre à
LULU



Bon allez, c'est pas le tout

irrégulomadaire satirique N° 102, décembre 2018

Y a d'l'Ubu!

LA CROISSANCE CUITE FAÇON CARBONARA

« On ne tombe pas amoureux d'un taux de croissance », disait déjà un slogan de Mai 68. Cinquante ans après, le credo moisi de la croissance fait toujours des dégâts, dans une ville dite dynamique qui inaugure des mètres carrés et applaudit aux nouvelles productions, sans regarder ni leur intérêt social ni leurs dommages carbone.

► pages 2 à 5



Carquefou
Le lycée recalé à l'examen énergie :
« bâtiment à énergie positive », on repassera. P. 12



Coût-coût Budgets à rallonges

Toujours plus, toujours plus cher.

Ça déménage et ça surcoûte. Le Min accuse un bonus de 9,7 millions (*Presse-O*, 04/10), à cause de plein de trucs pas prévus, forcément. Selon l'opposition au conseil communautaire, ce dépassement de devis du Min est de 86 % vis-à-vis du chiffre de 2014, passant la facture à 130 millions. Le Min dégage pour poser à la place le futur hosto. Les surcoûts se cumulent, le transfert du CHU prenant 3 millions dans les dents. Avec un chantier retardé par ce pénible environnement, notamment l'angélique des estuaires, fleur protégée (*Ouest-France*, 05/10). On nous refait le coup du salaud de pique-prune, scarabée soutenu par d'irresponsables écolos, retardant de six ans le chantier de l'autoroute Le Mans-Tours. Laissons tomber l'angélisme, fût-il estuarien. Surcoûts toujours: le futur CHU « en lice pour le titre d'hôpital le plus cher de France » coûterait plutôt en fin de chantier un milliard d'euros, toutes dépenses confondues, chiffre lâché depuis longtemps (*Les Échos*, 16/09/2015; *20 minutes*, 04/10/2016) mais avec des « surcoûts de 20 à 30 % sur la mise en œuvre de fondations particulières par la pose de pieux d'ancrage dans la roche » (*Mediacités*, 04/01). Avec un « surcoût dû au site » estimé à 100 millions par l' élu municipal de droite Marc Reneaume. Le groupe d'étude Gaëla* et d'autres intègrent un manque à économiser d'« au moins 300 millions d'euros » si le site de Saint-Herblain, rénové, avait été choisi. Vous en voulez d'autres? SNCF Réseau traîne en justice Région, Département et Nantes métropole, réclamant 18 % de surcoût du chantier du tram-train Nantes-Châteaubriant, soit 37 millions. Le projet de refonte du Musée Dobrée s'alourdit de deux millions (*Presse-O*, 10/07), soit +8 %, deux ans après la décision chiffrée et actée par l'assemblée du département, son proprio. En 2012, le devis pour le précédent projet pour le même musée avait grimpé en 18 mois de 35 millions à 47 millions. Abandonné à l'époque. La plaisanterie du premier projet lancé et annulé a quand même coûté quelque 16,5 millions**.

* Groupement d'analyses et d'études de Loire-Atlantique.

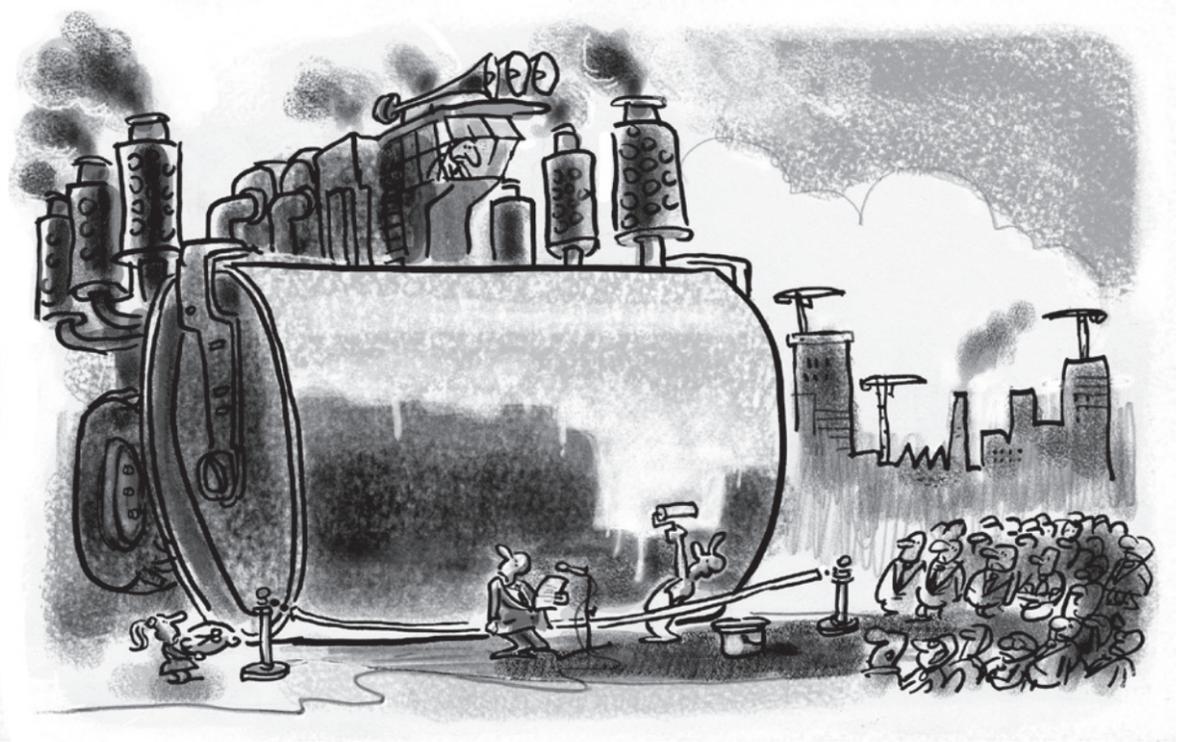
** Le musée de la réalité augmentée, Lulu n°85, juillet 2014.

Croissance: le credo de la méduse

La croissance, faut y croire. Comme à l'essence.

THÈME de campagne de Farinella Rolland, la «ville zéro carbone» abandonne déjà la neutralité carbone, objectif qui manquerait de définition et de méthodologie commune, que Nantes ne pourrait donc mesurer (*La Tribune*, 05/12). Ne reste qu'à viser une réduction énergétique, curieusement dite mesurable. Et l'économie fonce, croissance oblige, emploi quel qu'il soit... Le port se réjouit de ses hausses de tonnage, même si le trafic est à 70 % fossile, hydrocarburé, gazé, charboné. Chez Armor, le baratin du bonheur forcé masque un bilan carbone et social fumeux. Tout projet industriel est applaudi sans considérer l'utilité sociale ou la néfastitude des productions. Fleurons nazairiens, les paquebots polluent grave? On s'en fout. Privés d'un pesticide pour faire pousser la mâche chimique, les maraîchers crient à l'agonie. *Lulu* a collecté quelques aberrations.... ■

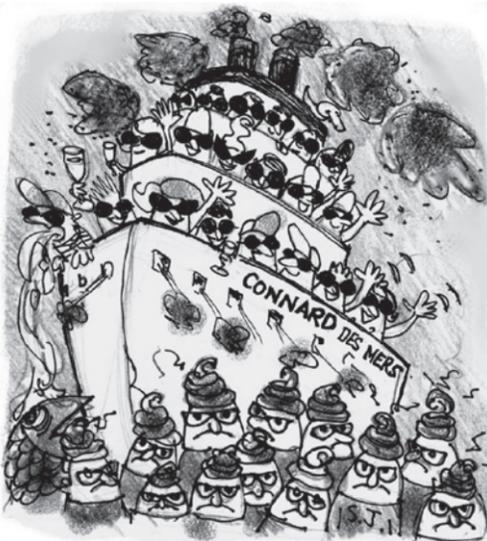
► pages 2 à 5



Paquebot people

La croisière s'enfume

Saint-Nazaire adule les paquebots qui la font vivre, oubliant la croisière et son sillage craignos.



5 à 10 % des émissions mondiales d'oxyde de soufre, un polluant qui accroît le niveau d'acidité des océans, participe à la formation de "mauvais ozone" et de particules fines et ultrafines». Même Ouest-France s'y est mis: «Un paquebot à quai pollue comme un million de voitures» (24/07/2015), reprenant France nature environnement et l'ONG allemande Nabu dénonçant l'énergie de dingue

burant des navires (paquebots et cargos confondus), est à l'origine de 60 000 à 400 000 morts prématurées dans le monde. «La Fondation allemande de pneumologie recommande d'ailleurs aux croisiéristes ayant des poumons fragiles d'éviter la poupe et de rester derrière les cheminées, sous peine d'une "grave détérioration" de leur état» (*Mediapart*, 23/04).

Mais le vent tourne: c'est une première, le capitaine de L'Azura, un paquebot de 300m de long, a été jugé pour avoir cramé du fioul dépassant la teneur limite en soufre (1,68 %) des normes européennes anti-pollution. En choisissant un tel fioul, l'armement Carnival Cruise «économise deux millions sur l'ensemble de sa flotte» a fait remarquer le 9 octobre le procureur au procès à Marseille. La présidente y voit le «mobile» de la fraude. Ce qui ne vaut qu'une amende de 100 000€. Broutille. Le coût de deux semaines d'une suite familiale à bord. À Saint-Naz, la croisière c'est du travail par millions d'heures. Quel empêcheur de tourner en rond dans l'eau irait regarder dans les soutes? ■

Joël Boiteux

dépensée par les moteurs tournant en permanence en mer, à l'escale, pour alimenter les 25 restos, quatre piscines, deux simulateurs de surf et la patinoire du *Allure of the Seas*. Ce salopaud de paquebot énergivore – né à Turku non pas Saint-Naz, mais tous ont les mêmes travers – carbure au fioul lourd pas cher, chargé de 3,5 % de soufre, un taux 3 000 fois plus élevé et polluant que les bagnoles. Les particules ultrafines, invisibles, pleuvent à quai (riverains ravis) et dans le sillage (planctons aussi). Normalement, pour plus de deux heures d'escale, il faut user d'un carburant moins polluant.

Cette ville flottante à l'utilité sociale nulle dégueule aussi des citernes d'eaux usées, chaque jour 1,9 million de litres de flotte souillée des chasses d'eau de 6 000 à 7 000 passagers et l'équipage, sans parler de 19 tonnes d'ordures par jour des déchets solides et poubelles des restos (pour un paquebot comme l'*Explorer of the seas*, 310 m). Des études révèlent que le car-



362m de long, haut comme un immeuble de 20 étages, cinq fois gros comme le Titanic. Et à bord, deux murs d'escalade et une patinoire de pleine mer, deux simulateurs de surf à fausses vagues, trois toboggans aquatiques traversant les niveaux du pont 18 au «pont-piscine» trois étages en-dessous, de faux chants d'oiseaux et de grillons, dix bains à remous dont deux suspendus sur l'eau, 25 restos, un casino (456 machines à sous, 27 tables de jeu). Une machine à consommer, mix Disneyland-Las Vegas, occupée par 8 880 personnes, équipage et personnel compris. En mars dernier Saint-Nazaire a livré le *Symphony of the seas*, à cette date le plus gros paquebot jamais construit depuis le paléolithique supérieur. Et sur le pont supérieur, dame croissance, son éminence le PIB et la cour des Cactionnaires dividendés improvisent une danse de Saint-Guy. Le carnet de commandes est à bloc jusqu'à 2026, près de deux navires à livrer par an. Mais mieux vaut pas trop reluquer le bilan carbone de ces villes posées sur l'eau. De toujours plus gros en encore plusse mousse, le mastodontisme frappe dans l'industrie de la croisière. Forcément, les grincheux font la grimace: «Les paquebots géants source de pollution marine» (*Reporterre*, 18/10/2016) qui a détaillé: «Selon un rapport de l'OCDE de 2014, le transport maritime est ainsi responsable de

Plastoc

Ça fait pas un PET

Sur ces mètres carrés, le plastique est carrément bienvenu.



TOUT le monde y va de son coup de clairon pour saluer la création de 24 000 m² d'entrepôts au pied du pont de Cheviré, sur «une parcelle idéale-ment située sur le port», selon le jargon de promoteur idéalement repris sans ciller par la presse locale (*Ouest-France*, 28/09). La moitié de la surface accueille une boîte basée à Rezé, la SGT, spécialiste de préformes en plastique pétrochimique. Sans les courbes et les cannelures de chaque marque, ça ressemble à des capotes. Les clients, Coca-Cola, Cristalline, Nestlé, Danone, la grande distribue... La production 24h/24 de ces bouteilles en polyéthylène téréphtalate, alias PET (55 000 tonnes par an), et bouchons en PEhd (Polyéthylène haute densité), tous dérivés du pétrole, s'euphémise en «production de contenants destinés à l'industrie agroalimentaire». Y compris ces plastiques opaques, plus légers, moins chers que le transparent, et dont l'industrie du lait est friande. Non recyclables, ces PET opaques «finissent en décharge ou en incinération, au prix fort pour les collectivités locales et leurs administrés», rappelle *Que Choisir* (19/02/2017) qui prône le boycott de ces bouteilles opaques jusqu'à leur interdiction. Le plastoc transparent est en théo-

rie recyclable mais, pratiquement, seuls 49 % des rebuts ont une deuxième vie, le reste finissant enfoui en décharge, cramé par une usine d'incinération ou lâchement abandonné dans la nature. Et recycler n'est qu'un pis-aller après les premiers réflexes en R: refuser, réduire, réutiliser. San Francisco en 2015 et les enseignes Biocoop en France en 2017 ont banni la vente de bouteilles d'eau en plastique. C'est décidé depuis mai dernier, cantines et crèches de France doivent s'en passer avant fin 2019. Dans les congrès à affichage écolo, aux conseils communautaires, Nantes métropole, lauréat fin 2014 de l'appel à projet «Territoire zéro déchet, zéro gaspillage», remplace pour la forme les bouteilles plastique par des carafes. Et applaudit à Cheviré ce tremplin à l'embouteillage pétrochimique. La transition écologique, compte là-dessus et bois de l'eau hydrocarburé.

Aveuglé par la croissance et la création d'emplois, on en oublie de regarder le but de l'activité économique. À l'heure où on lutte contre les déchets plastiques, bouteilles y compris, il y a de quoi se poser des questions. Mais avec des si, on mettrait Rezé en bouteille. ■

Elmer Foudeboutanche

Armor: du papier carbone au bilan carbonimenter

Tant pis si l'écologie autoproclamée d'Armor doit peu aux patrons actuels et si le social a quelques cadavres dans le placard.

CÉLÈBRE champion du business planéto-conscient, Armor se voit «partenaire industriel d'un monde durable», fier d'un «management par la confiance». Prix, trophées, satisfecits, presse louangeuse. Armor suit la Charte Global compact labellisée ONU, via le programme *Alternative Print* pour des cartouches laser 100% écolo, entièrement recyclées, et *Décaplan* pour les produits éco-conçus sans solvants.

«Le code génétique d'Armor est constitué de trois fils entrelacés: l'intérêt à l'égard du salarié, la qualité pour le client, le respect envers la planète» claironne un bouquin louangeur (*Les entreprises humanistes*, Éd. Les Arènes, 2016). Le faiseur du miracle a déboulé en 2004: Hubert Alefsen de Boisredon d'Assier, diplômé HEC, patron catho engagé tendance Muhammad Yunus (prix Nobel inventeur du microcrédit), ancien chef de centre de profit chez Rhône Poulenc chimie, puis grosse huile pharmaceutique chez Rhodia.

Dès 2009, il s'échine à «faire progresser l'humain dans l'entreprise», «opère la rupture» avec «l'entreprise polluante, hiérarchisée, réputée socialement turbulente» (on lui a dit que les pneus brûlent

régulièrement devant le portail, même si on cherche encore les piquets de grève fumants dans les archives... Fantasma repris par *Libération*, 23/12/2013) et économiquement branlante. Il fait d'Armor une de ces «usines de demain, entreprises humanistes, entreprises d'un monde fini, enfin réconciliée avec l'avenir» (*Le Monde*, 22/09/2018). Joli conte de fée! Martelée par ce nouveau PDG touché par la grâce, la «rupture» a des relents de continuité avec le monde d'avant.

Gros pollueur mis en demeure

En 2001, gros malaise: avec plus de 3400 tonnes par an de composés organiques volatils crachés au ciel, la Drire Pays-de-Loire épingle la qualité de l'air expectoré par Armor, sacré n°1 des plus gros pollueurs de la région (très loin devant la raffinerie de Donges). DG dans les années 90 avant être



viré en 99, Omar Kerbage, dit «OK», ingénieur centralien, se fiche bien des rejets dans l'air, *peanuts* face au vrai défi, «devenir n°1 mondial du transfert thermique». OK a surtout dopé la production, sans se soucier des capacités d'épuration de l'incinérateur de COV existant. En 2000, OK évacué, la montée en puissance du transfert thermique se poursuit.

Avec une quinzaine de machines lourdes et tous les broyeurs, mélangeurs périphériques, il faut traiter de 150000 à 190000 m³ d'effluents gazeux à l'heure. La Drire somme Armor de se doter d'un incinérateur de COV conforme. Inauguré en février 2002, le nouvel engin peut traiter cinq fois et demie plus d'air pollué que le poussif incinérateur précédent. La consommation de gaz de ville cramé par les chaudières décroît sérieux, le rejet des effluents gazeux polluants est divisé par 25, au-delà des normes de la Drire. Entrée dans un cercle vertueux. La vraie rupture date de là, imposée par l'État et non pas décidée par des dirigeants à haute conscience écolo.

Écolo contraint forcé

À la mise en place du nouvel incinérateur, aucun des dirigeants actuels n'est présent chez Armor. Christophe Derennes, directeur industriel du site de La Chevrolière, se pointe juste après, Hubert de Boisredon en 2004. Leur axe stratégique: le développement durable et une «*stampille écologique*» (tout en refoulant la part d'ombre de l'héritage), pour reverdir l'image d'Armor souillée par de graves entorses à l'environnement. Manipe classique. Le bouquin *Les entreprises humanistes* note cette réduction «de 94% entre 2001 et 2012 des émissions de COV (composés organiques volatils ayant des effets sur la santé et sur la biodiversité et au pouvoir réchauffeur de l'atmosphère

bans transfert thermiques servant à la confection des codes-barres (dont Armor est leader mondial) sont fabriqués sans solvants chimiques.» Seul hic, ce n'est vrai que pour 30% du produit «SolFree», commercialisé depuis 2009, censé révolutionner le film code-barres. Seules deux machines sur quinze sont dotées du séchage sans solvants... Et la vertueuse incinération COV économisant du gaz (en réinjectant de la vapeur dans le séchage) est remise en cause par des effluents déconcentrés en solvants (objectif développement durable), mais du coup, il faut plus de gaz de ville pour faire tourner l'incinérateur. Très mauvais pour le bilan carbone. Développement durable un peu, rab' de développement surtout!

Gourmandises d'énergie

De menus détails contrarient l'autosatisfaction écolo de SolFree: les lampes UV qui remplacent l'usage de solvants bouffent beaucoup d'électricité. Et surtout, le traitement UV du film doit être effectué dans une chambre sous ambiance neutre après injection d'azote gazeux, près de 200m³/h et par machine! D'où une consommation démesurée d'azote liquide, livré par un prestataire extérieur et qui, pour la produire, doit faire tourner des compresseurs gourmands en énergie électrique.

Le bilan carbone vanté par Armor est de fait catastrophique pour le fameux SolFree. La conso électrique, toujours en hausse malgré un gros programme de recherches, reste le point noir du plan de maîtrise de l'énergie de la boîte. Dans l'histoire industrielle, on pourra dater ça au carbone cata. ■

* Armor fait en 2003 partie des 100 plus importants émetteurs de COV au plan national.

PROFIL: LE DRH HYPER ÉMOTIF



Émoticones

Un management si émouvant

Entreprise libérée, mon QI!

BOUFFÉE d'émotion. Sponsorisé par Nantes métropole, le Forum ressources humaines intitulé «*La part des émotions*» s'est tenu le 9 octobre au CCO au pied de la tour Bretagne (bourrée d'amiante mais mélangeons pas). Moïra Mikolajczak, spécialiste en «*compétences émotionnelles*» et en «*burn out parental*» est venue causer de la gestion des émotions au boulot, moulinant colère, peur, tristesse, joie, mettant un prétendu bien-être individuel au service de la productivité de la boîte. Selon Moïra «*l'émotionnel ça peut s'apprendre*», martelant que «*les compétences émotionnelles, ça se travaille, pour moins de chance de burn out et plus de performance*» dans un environnement de «*ci-*

toyenneté organisationnelle» et de «*manager devenant leader facilitateur*». Tout un baratin largement taclé par l'analyse critique du bouquin d'une sociologue et un docteur en psycho, Eva Illouz et Edgar Cabanas, *Happycratie*, qui décortique l'injonction au bonheur et à la réalisation de soi, une «*psychologie positive*» sans la moindre base scientifique, nouvelle forme de pouvoir en entreprise ou à l'armée. Ils dénoncent la «*mise en place d'une hiérarchie émotionnelle où les émotions négatives n'ont plus de place*» avec une pression sociale culpabilisante pour avoir l'air toujours jovial, enjoué (comme dans une secte) et donc performant. Pour faire avaler l'inacceptable, mais avec le sourire. ■

Sacro-saint carbone

La saga du papier carbone trempé dans le bénitier

CES trois dernières décennies, la PME au statut de boîte paternaliste et régionale, née à Chantenay en 1922, s'est arrachée peu à peu du papier carbone qui fit sa réussite et donne dans le moderne. Dans les années 60, le curé de Saint-Martin bénit la kermesse patronale annuelle d'Armor qui recrute une partie des ouvrières à L'Immaculée conception, l'école de jeunes filles voisine. Pour les gars, un certifié d'instruction religieuse ouvre autant les portes que le parrainage d'un chef ou d'un ponton de l'usine. Patrons et leurs ouailles en communion. «*Armor n'est pas une entreprise à l'avant garde des luttes sociales*», confessent les retraités des années 80, l'ère prospère du carbone Armor ayant accordé de bons avantages, temps de travail et congés. Peu de syndicats: la CFTC seule jusqu'en

1964, la CFDT comme seule rivale jusqu'en 1994.

En 1983, avec la bénédiction d'Antoine Rufenacht, financeur historique du groupe, Armor s'accorde avec le Japonais Fujicopian, introduisant le «*transfert thermique*» en Europe. Temps de «*prospérité*» dont l'actuelle direction s'attribuerait bien les mérites exclusifs. Armor devient n°1 mondial du film d'impression des codes-barres. Le secteur des cartouches jet d'encre étant dit en crise, 89 licenciements sont annoncés en 2006, plan social finalement annulé. Et Armor devient n°1 européen de la cartouche jet d'encre et n°1 français de la cartouche laser 100% recyclable. Puis, nouvelles productions de films innovants: photovoltaïque souple (ASCA) bas carbone garanti sans métaux rares et «*En'safe*» enroulé dans les batteries pour les faire durer plus longtemps. ■

Films ultra minces, management écrasant

Toujours chez Armor, harcèlement, suicides contredisent les managementeries...

Dès son arrivée en 2002 comme directeur industriel, Christophe Derennes, assez peu poète, va discipliner les salariés. Finie la «décontraction» dans les ateliers, viré le responsable de production trop «bon enfant».

L'avertothérapie de groupe

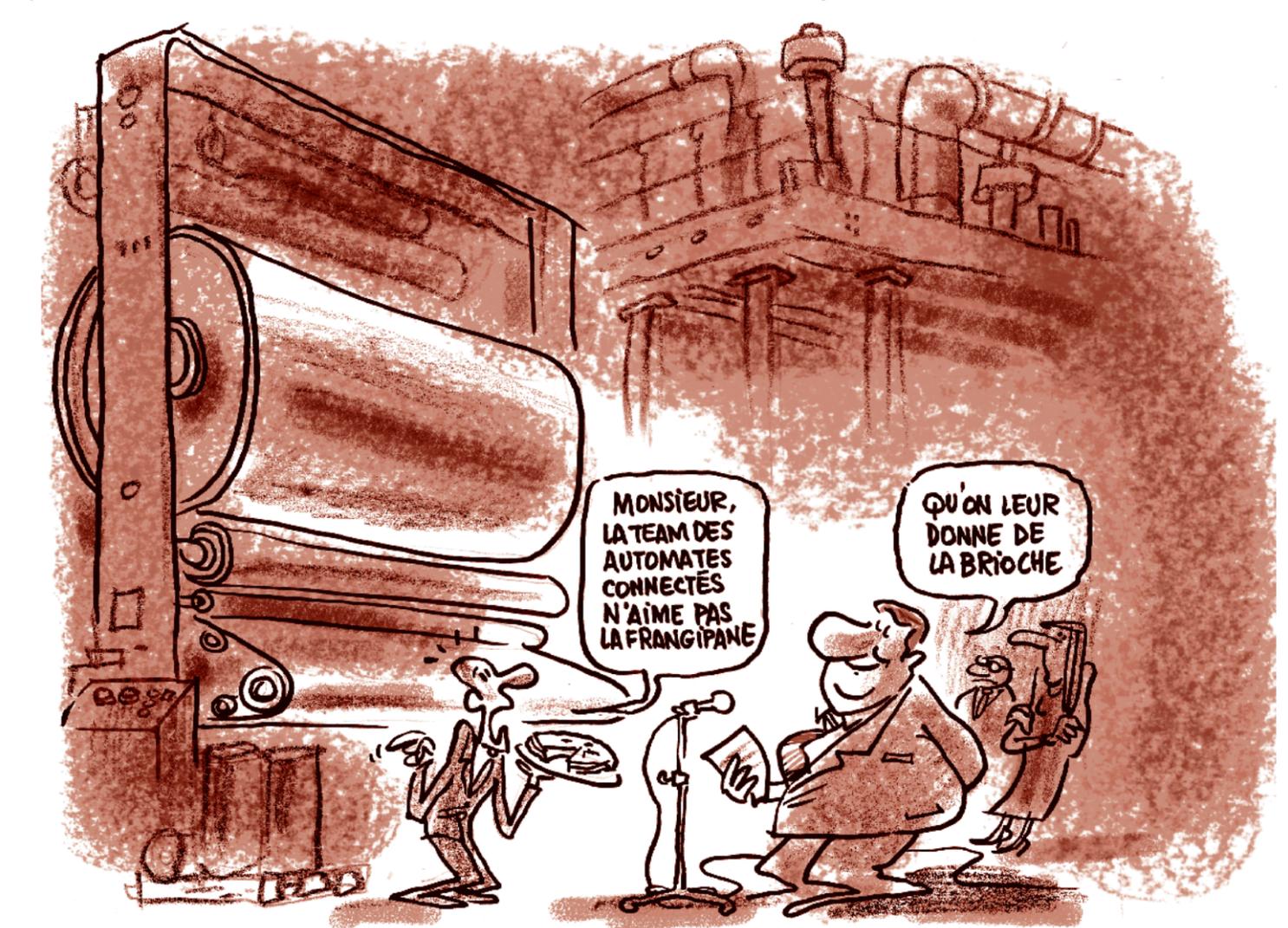
Petits agents de la police des mœurs, remplissant les quotas exigés par le directeur de site, les petits chefs multiplient les avertissements: «Défaut de port des protections auditives»; «Utilisation d'un transpalette comme trottinette»; «N'a pas badgé en tenue de travail»; «N'emprunte pas les allées de circulation piéton pour se déplacer»; «A voulu offrir une bouteille de muscadet pendant la pause à l'occasion de son anniversaire»... Miraculeusement épargnés du goudron et des plumes, certains chefaillons se cachent sur les passerelles techniques, derrière les cartons, pour surprendre les fautifs. La chasse est ouverte aux «déviant» et au «bataillon dysfonctionnel des zombies et des indifférents» selon l'expression d'un précis de management des années 2000. Ne doivent subsister que les «adhérents volontaires» à la politique de l'entreprise. Finis les licenciements collectifs, place à l'unanimité participante et au lent nettoyage des réfractaires, buveurs, fumeurs clandestins, râleurs, retardataires ou assimilés...

Minutes de silence

Au comité d'entreprise pourtant, un élu ferraille contre les méthodes et agissements de la basse hiérarchie et la caporalisation imposée par la direction. En février 2005, deux salariées se suicident à quinze jours d'intervalle, sans lien établi avec leur situation dans la boîte (un mois plus tard, troisième suicide). Réunion de crise. De Boisredon se dit «très affecté par la nouvelle», le DRH sort «une aide psychologique» et «une minute de silence pour tous à 12h, 15h et 3h du matin», le compte rendu note que «le représentant syndical ajoute qu'il a toujours dit qu'il y a trop de pression, on ne s'arrête pas assez sur le social. Il y a un mal-être et de la répression.» Réponse-onction du patron: «Il faut éviter que les personnes restent seules avec des idées noires, il y aura un soutien pour ceux qui sont choqués.» Face aux faits crus qu'égrène le délégué syndical, et qui truffent les procès verbaux de CE, ce bon HDB joue l'humanité, tombe des nues, feint parfois d'ignorer les faits. Un discours apaisant contredit dans les ateliers par le quotidien des salariés rebaptisés «collaborateurs», ce qui fait bondir quelques anciens accrochés à de mesquines références historiques.

La foi patronale

En mars 2009, au CCO, Hubert fait son coming out de patron chrétien: «Je ne voulais pas être un manager "anthropophage", qui détruit l'homme, mais un manager "anthropogène" qui fait grandir



ses collaborateurs. J'ai fait le choix d'être un dirigeant qui inspire et entraîne les autres par adhésion à un projet d'entreprise.» Sans renier les fondamentaux du capitalisme et sa «conviction que le business "responsable", sur le plan social et environnemental, n'a pas que des vertus morales.» (Nouvel Obs, 21/06/2012). Aux micros complaisants il se dit «frappé par la quête de sens des jeunes qui veulent rejoindre notre groupe» (BFM Business, 11 au 15/06/2018). Hélas, au même moment, le «management par la confiance» bute sur une autre contrariété: le représentant syndical CFDT qui dénonçait «le mal-être et la répression» et ne «cessait de ferrailer contre la petite hiérarchie»

Esprit maison

Les époux Boisredon prônent l'amour du prochain, l'humilité. Ils ont approché la misère, cofondé une banque pour pauvres, au Chili, pour que ces braves salauds de va-nu-pieds fondent des entreprises. La salvation par le capitalisme, même riquiqui. C'est beau. Cet été, fin août, Hubert était à Lourdes pour trois jours de causeries sur «Éthique et leadership» avec un ancien commandant de Saint-Cyr et un moine bénédictin. Du lourd. En Inde, madame a pris «conscience que les richesses d'être que les plus pauvres m'avaient fait entrevoir avaient un prix inestimable». Elle vante les qualités de gratuité, d'intériorité. En plus de leur bonne grosse maison bourgeoise quartier Monselet en tuffeau avec tour d'angle, ils sont proprios d'une maison à l'île de Ré, 240 m² habitables qu'ils louent à l'occasion, 285 à 400€ la nuit. Riquiqui pour les gueux, ric rac pour eux. ■

s'est donné la mort chez lui, dénonçant par une lettre sans ambiguïté la responsabilité de la boîte. Atterrée, la direction dépêche une cellule psychologique au chevet du personnel. Placardisé, mécanicien du service maintenance, évacué (au motif des perturbations liées à ses heures de délégation) pour échouer à la logistique comme magasinier, intérieurement blessé par ce transfert forcé, le syndicaliste a accumulé vexations et ostracismes de la hiérarchie de bas étage. Dans la spirale dépressive, il a craqué après deux décennies de harcèlement. Aux obsèques, la famille évoque ses «18 ans sans augmentation». Proposant une transaction discrète à la veuve, Armor reconnaît implicitement sa responsabilité. Nombre de ceux qui se pressent aux obsèques à l'église savent bien que la hiérarchie amplement représentée a contribué à cette «banalité du mal» du très en vogue management de la performance et de la productivité. L'image «cool et soft» baignée de bondieuserie et de «développement humain» se fissure face à la violence bien ancrée des rapports sociaux.

La langue creuse

Armor a basculé dans le «nouveau monde». Dotée de 26 filiales dans le monde, la firme frime avec de ronflantes appellations internationaloïdes. L'usine de La Chevrolière devient AICP, alias Armor Industrial Coding and Printing, et AOP, Armor Office Printing. Moins ringard que Carbone Armor du bas-Chantenay. Devenu abstrait, le travail des techniciens a mué. Leur culture technique est maintenant vue, au mieux, comme un paquet de

Une gérante communioniste

La holding Alsens détient le groupe Armor. Adepte de «l'économie de communion», Marianne de Boisredon, cogérante avec monsieur, a parfois des lumières. Elle confie dans son topo sur «l'économie yin et yang»: «Je me suis adressée à Dieu: "Seigneur, tu as besoin de moi? Si tu as besoin de moi, montre moi où et comment!"». Mais sans dire ce qu'il a rétorqué. La preuve que Dieu est sourdine. ■

La société Armor n'a pas voulu répondre à Lulu.

«données d'information». Le savoir-faire doit s'effacer devant le faire-savoir. Dévalorisés, les salariés doivent mener de front leur taf et le fameux reporting du «tableau de bord» (le «reporting», selon les mauvais esprits). Faut bien renseigner ceux qui ne connaissent rien au concret du boulot, qu'ils ne reniflent qu'à partir d'écrans, courbes abstraites, résultats de prod'. Les ateliers sont maintenant fréquentés par de jeunes ingénieurs dont certains, le diplôme entre les dents, sans expérience, montrent à tous ces subalternes comment faire, en édictant de nouvelles normes de comportement. Digital natives, enfants du Powerpoint, couvés en open space, au taquet sur leur messagerie dès le petit matin pour témoigner de leur assiduité, ils ont adopté le langage codé de la boîte. Le lexique s'est restreint à quelques verbes, optimiser, contrôler, augmenter, acter, renforcer, améliorer, promouvoir, développer, être moteur, évaluer. La vision «quantitative» prédominante trahit une préoccupation omniprésente: les gains de productivité.

Siècle de sigles

Leurs bouches profèrent un sabir franco-anglais mité d'acronymes abscons maniant un attirail d'«outils»: Cap's (Cel-

lules auto-performance), Optic's (Optimisation du process et des techniques industrielles par le contrôle statistique), Observe («indigente méthode de reporting» selon un salarié), QRQC (Quick response quality control), les 5 S (Seiri, Seiton, Seiso, Seiketsu, Shitsuke: tri, rangement, propreté...), Amdec (analyse des modes de défaillance des équipements critiques), Fifo (First in first out), ISO tous numéros, 9001, 14001, 18001... Ce charabia remplace l'ancien bon sens pratique et la capacité de penser par soi-même. Encadré, l'opérateur est dépossédé de son propre jugement. Toujours au motif imparable de l'efficacité, désormais pilotée par un système informatique maousse, SAP, qui ne laisse plus aucun espace à la fantaisie créatrice.

Convivialité de synthèse

Conscient des rapports humains dégradés dans sa boîte, de l'effet désastreux du gouvernement des normes et des nombres, de l'impact de cette rationalité impérieuse, HDB dit vouloir reconstituer du lien nouveau (après que l'ancien ait été soigneusement détruit). Son management prend en compte le «bien-être» des salariés. Quitte à faire pression tous les ans pour les vacciner dans l'entreprise contre la grippe. On mise sur l'éradica-

tion du rhume absentéiste. Pour renforcer l'adhésion, la stratégie d'«acceptologie» du fameux *Décaplan* se décline en crèches, équipes de tennis, foot, cyclisme, conseil d'hygiène alimentaire, coaching santé, relaxation, etc. Janvier 2010 réhabilite la galette des rois. Une nappe de frangipane miséricordieuse se répand dans l'usine en 14 séances obligatoires la même semaine, parfois dès 7h30 du mat'. Séances de convivialité sucrée toutes animées par le directeur du site diffusant la bonne parole, travail d'équipe, succès d'Armor, bla bla bla.

Le corps sain productif

Le credo «prendre soin de soi» pousse chacun à développer son potentiel maximal. Être en bonne santé devient un devoir, pour «son» entreprise. Une vraie injonction au bonheur⁽¹⁾. Manger équilibré, suivre les conseils d'un nutritionniste, refuser alcool ou drogues, arrêter la clope, bichonner son corps, fréquenter une salle de sport, tout devient un impératif moral, tout en permettant d'accroître sa propre valeur sur le marché du travail. «*Le culte du bien-être se trouve ainsi intimement lié à l'éthique contemporaine du travail et à la recherche de la productivité*»⁽²⁾. Cette apparente promotion de l'individu est déjà une idéologie, substituant la responsabilité individuelle aux anciennes conduites communes, poussant chacun à envisager sa vie comme une entreprise. Échouer à être «*entrepreneur de soi-même*», ce sera de sa faute!

«*Nombreux adhèrent aujourd'hui à cette politique, note un ancien. C'est même sans doute majoritaire dans la boîte, surtout chez les jeunes diplômés qui n'ont connu que cette manière de travailler, et ne savent rien des interstices du travail qui mixaient de l'approximation, c'est vrai, mais aussi de la bonne humeur, du collectif, de l'humanité.*»

Les autres, qui ont quitté Armor ou qui y restent, ont dû avaler la nouvelle culture d'entreprise, regardant le «*travail vivant*» s'estomper au profit de robots, d'experts, de la machinerie sophistiquée d'un système de production complexifié, orchestré par progiciel de gestion intégrée. Remuant ses grigris du développement durable et de transition énergétique, Armor continue de refouler le négatif, s'acheminant avec constance et détermination vers l'horizon orwellien du zéro défaut, ce «*monde parfaitement rationnel en train de devenir un cauchemar pour les humains*»⁽³⁾. Malgré les artifices et les dénégations de son boss, même chez Armor, «*le but premier est de faire avec l'argent plus d'argent encore et de plier à la logique instrumentale tous les aspects de l'existence humaine*»⁽⁴⁾. Quand une entreprise déclare vouloir votre bien, on peut craindre l'abus de biens! ■

Benoît Edredon

⁽¹⁾ Eva Illouz, Edgar Cabanas, *Happy-cratie*. Éd. Premier parallèle, 2018.

⁽²⁾ Carl Cederström, André Spicer, *Le syndrome du bien-être*. Éd. L'échappée, 2016.

⁽³⁾ *Le Monde*, 22/09/2018.

⁽⁴⁾ Jean-Claude Michéa, *Le loup dans la bergerie*. Éd. Climats, 2018.



Platformisme

Ah, ma zone!

Le géant Amazon s'annonce, les nains sont censés applaudir.

A GRANDCHAMPS-DES-FON-TAINES, à deux bornes de la Zad, les tritons craignent l'arrivée d'une pieuvre. Amazon, fleuron de la surconsommation livrant tout et n'importe quoi fait frétiler les élus, éblouis par le mirage de 1700 emplois d'ici 2023, si la septième plate-forme Amazon en France s'implante vraiment sur les 121 000 m² escomptés. Très peu de conditionnel dans tous les journaux, plutôt du futur. Dans l'euphorie, certains annoncent 2300 emplois (*Le Journal des entreprises*, 18/09). Ces menus aléas n'altèrent pas la croyance fervente en la croissance, ses bienfaits, son effet de ruissellement... Le merveilleux de la logistique à nos portes: le bonheur en un seul clic, l'emploi par paquets de cent. Pour l'instant ce n'est qu'un bruit. Promesses fluctuantes ailleurs: à Chalon-sur-Saône, Amazon a ouvert en 2012 un entrepôt géant avec 1500 emplois à la clef. Six ans après, il n'y en a que 500. À Brétigny-sur-Orge, la plate-forme annoncée en avril 2017 a été rognée de moitié 18 mois plus tard, une partie du permis de construire annulé mi-juillet, les 2000 emplois prévus

en perdant ainsi 800 avant le moindre début de recrutement. Inconnues à ce stade, les aides publiques, crédits d'impôt, fiscalité plus basse, connexion fibre optique, offres sur le terrain, la desserte routière, qu'Amazon obtient partout où il fait jouer la concurrence. Approchée en mars dernier, Carquefou, son dossier prospecté par Nantes métropole, a perdu au jeu des mises en rivalité locales et des avantages offerts à la multinationales (*Ouest-France*, 13/10). «*Amazon met effectivement plusieurs sites en concurrence, 19 entre Nantes et Rennes selon nos infos, et puis ils vont au plus offrant. Comme aux Etats-Unis pour leur nouveau siège*», note Alain Jeault, délégué CGT Amazon au plan national. Passons sur l'e-commerce détruisant des boulots en librairies, épiceries et autres boutiques. Sur l'emploi précaire, le *turn over* de salariés vite déglingués, moralement et physiquement, salariés en sursis: jusqu'à ce que les robots coûtent moins cher que ces trimards. Ignorons stress, objectifs intenables, rendements constamment revus à la hausse, dégâts musculaires, flicage des petites mains de la logistique.

Sans parler des tracasseries contre les syndicalistes. Ne retenons que la félicité d'avoir une paie au Smic. Glissons sur la déflation encouragée*. Et tant pis si le modèle d'Amazon adopte un mode voyou, pratique l'évasion fiscale, assume le gaspillage (produits quasi neufs ou avec léger défaut détruits massivement en Allemagne), pousse à la surconsommation alors que les temps devraient être à la sobriété. Les Amis de la Terre dénoncent aussi une violation de la garantie légale (deux ans après la date d'achat, selon la loi) et l'absence d'un système de reprise des déchets électroniques imposé par le Code de l'environnement. Qui aurait le mauvais goût de renâcler contre le beau slogan maison d'Amazon «*Work Hard, Have Fun, Make History*» quand divertissement et contribution à la grande histoire se présentent comme la récompense du dur labeur. ■

Jos Bezeff

* Sur le site de Lauwin-Planque (59) le jeu interne «*Peak fest 2017*», a fait gagner des cadeaux en dénonçant un supérieur hiérarchique, agent de maîtrise ou petit cadre qui plombait la sécurité.

Good vibrations

L'autosatisfaction caoutchouc

La démarche en crabe de l'arrière train de bagnole.

LA presse locale et nationale célèbre la «croissance» d'un équipementier automobile, Vibracoustic, ex-Trelleborg, basé à Carquefou, œuvrant dans les pièces en caoutchouc synthétique anti-vibrant, un matériau hyper sympa: à «*la matrice élastomère*», la potion ajoute des ingrédients ragoûtants, noir de carbone, oxyde de zinc, soufre, thiurames ou encore dithiocarbamates conduisant du paradis de la bagnole à l'enfer du crabe. Les expositions professionnelles liées aux activités de l'industrie du caoutchouc ont été classées cancérogènes pour l'homme (groupe 1) par le Centre interna-

tional de recherche sur le cancer en 2012. Bref, joie et bonheur quand même: commandes en plus, heures sup', travail en 3x8, embauches... Et rab d'investissement dans des presses d'injection plastique, notamment pour fabriquer une articulation de train arrière du nouveau I-Pace de Jaguar, un joujou vendu 78 380€ premier prix. Cette grosse berline, pardon SUV, 100% électrique, donc nucléaire à 80% en France, charbonnée à 50% en Allemagne, est dotée d'une batterie lithium-ion de 90 kWh, prédiction d'une catastrophe environnementale: outre que l'extraction de ce matériau rare pose un gros

problème d'éco-toxicité et différents autres petits désagréments liés aux émissions de CO₂, seul 1% du lithium mondial contenu dans les batteries est récupéré (*energieetenvironnement.com*, 08/07), recyclage très gourmand en énergie et ressources. Mais bon, au diable les détails fâcheux, le marché génère du chiffre d'affaires à l'usine de Carquefou, de l'emploi, des courbes ascendantes qui riment avec Nantes, cette ex «capitale verte» engorgée par la bagnole, les bouchons devenant quasiment un enjeu électoral. Mais on va pas chipoter. Ici, on ne fabrique pas de frein. ■

Pognon de zingue

Trafic dément, à démanteler

Châteaubougonnons: envisageons un plafond au ciel illimité.

ET si les citoyens, ces irresponsables, décidaient de plafonner le trafic aérien à Châteaubougon? Voire l'interdisaient presque, préférant les enjeux sud Loire et planétaires à un intérêt général généralement restreint à quelques hommes d'affaires pressés, retraités et voyageurs en lowcost scrutant le tableau des retards du charter les propulsant une semaine en Crète? L'intérêt collectif (qualité de l'air, bruit, gaz à effet de serre [GES], poumons des humains, zenitude des tritons) peut-il primer sur une croissance kérozénée chère à l'oligarchie ultralibérale? Passé la barre des six millions de passagers en 2018, combien de millions de voyageurs, de milliers de zingues en plus, les Nantais doivent-ils supporter avant de dire stop au mythe carbonisé de la croissance infinie, enfumée de gaz effectivement de serre, de particules particulièrement fines et autres joyeusetés?

Qui croira que les autorités, garantes de sécurité sanitaire et toxicologique appliqueraient le principe *Alara, as low as reasonably achievable*, de réduction des risques à un niveau aussi faible que raisonnablement possible? Alors que l'autorité environnementale pointe les «*lacunes importantes sur la forme et sur le fond*» du Plan climat air énergie territorial (PCAET) de Nantes métropole en cours d'élaboration? Alors qu'un décret du 10 mai 2016 impose d'ici à 2025 aux tarmacs de baisser de 20% GES et polluants, vaudrait pas mieux baisser de régime? Par respect pour le label européen «*capitale verte*» de 2013, on pourrait pas réduire de moitié les 57 000 mouvements commerciaux d'avions par an de 2018? À quand un référendum? À l'échelle de l'agglomération, ou du département déjà périmétré sur mesure par Valls en 2016 pour la consultation sur NDJ? Plus large? Faut-il une excroissance au frein sur la croissance? Des questions? ■

Godasse anti coup de pompe

FIN novembre, le forum des seniors de La Beaujoire a présenté E-Vone, la chaussure connectée. En cas de chute ou de «*mouvement jugé anormal*», la godasse immobile développée dans le Choletais (110 à 150€ la paire + 40 à 60€ par mois d'abonnement connexion) prévient les autorités. C'est un «*système autonome qui laisse toute liberté à la personne qui porte la chaussure*». Comme pour le bracelet électronique de taulard, le vioque est ici considéré comme un objet soumis à traçabilité. Une version chausson géolocalisé en projet. Mais interdit de se faire enterrer avec, l'alerte perpétuelle brouillerait le réseau. ■

Vingt dieux de vingt dieux

Incroyable ce qui se passe au pays des croyances.

Vade rétro

Jugé coupable de 60 à 80 viols sur une étudiante sous son emprise, le pasteur a pris dix ans ferme, 18300€ de dommages et intérêts, et interdiction de pasteuriser à l'avenir. Quand les fervents parents de la victime ont compris le manège, ils ont voulu porter plainte. Lui a tenté la dissuasion à coup de textos: «*Ne permets pas à Satan de détruire notre lien en Christ. Tu es en colère, tu sais que la colère ne fait pas la volonté du Seigneur*» (Ouest-France, 30/10). L'œuvre du diable a été accomplie par les magistrats. Qu'on espère voir plus souvent au Hellfest.

Prêtres ben qu'on

«*Les gais curés intégristes, c'est comme les pédophiles. Y'en a des bien, y'en a des bien*», chante Didier Super en 2004. Au risque de confondre les bien avec les pas bien. Après la conférence des évêques promettant la tolérance zéro sur la pédophilie, la confusion persiste: «*Des prêtres se font insulter dans la rue*», déplore Ouest-France (04/10). Un hommage sans doute à Benjamin Pé-

ret, poète bouffeur de râtichon, réputé pour son sens de l'invective aux curetons de ras de trottoir. Un art de vivre guilleret, immortalisé par une photo publiée par *La Revue surréaliste* en 1927, légendée «*Notre collaborateur Benjamin Péret insultant un prêtre*». Suggérons une mesure de prophylaxie contre ce harcèlement de rue: que les curés soit interdits de descendre dans la rue. Ou alors les poètes.

Pose comprise

Communiqué de l'évêché du 27 novembre. L'évêque dit que le prêtre a «*posé des gestes gravement inappropriés*». La justice ouvre une instruction pour «*agression sexuelle*», c'est mieux posé. Ado de 14 ans, la victime a été agressée au domicile des parents. Les enfants devraient être interdits chez leurs parents.

Déménagement diabolique

Jésus déménage. Pendant la rénovation de la salle municipale de Sainte-Pazanne, il passe provisoirement dans l'église du patelin. Ce Christ est un imposteur, un comédien amateur du spectacle *Le Christ Roi*, 86^e saison. Pendant le chantier de la salle communale, le show rappelle avec effets spéciaux, soit l'«*apparition et disparition du diable dans une gerbe de feu*» (Ouest-France, 24/10). On cherche un pompier exorciste, au cas où.

Prière de pas tamponner

La traditionnelle fête foraine de Béré a innové. Alléluia. La messe a été célébrée au milieu de la piste des auto-tamponneuses (*L'Éclairateur de Châteaubriant*, 09/09). Sous les néons clignotants, l'assemblée a suivi l'office sur de vrais sièges à cul, à quatre pieds, mais quelques fidèles ont prié assis dans les auto-tamponneuses. À l'arrêt. Petits joueurs.

Foune dingue

À Radio Fidélité, la prière qui durcit les genoux coûte plus cher que les studios de radio. Pour ses nouveaux locaux, la station catho a fait la quête auprès des auditeurs. En craoudefoundedingue, faut faire moderne, mais avec un vrai site dédié à la calotte, credofunding.fr. Objectif: lever 16000€, un peu pour les studios, mais surtout 11045€ pour financer un oratoire, soit de quoi meubler une pièce vide en achetant un autel, des fanfreluches et bondieuseries. La quête a foiré, n'enregistrant que 410€, soit 2% de promesses de dons par sept péquins. Prions pour que les oursins s'extirpent des poches des fidèles.

Remplapa

C'est la croix (et la bannière) pour trouver des profs bouche-trous (il faut prononcer «*remplaçants*») niveau bac+3 dans l'enseignement catho de Loire-Inférieure. Un «*manque crucial*» (20 minutes, 23/10). Cette crucialisation cruci-

fie un déficit de profs suppléants en allemand, musique, lettres, maths, physique-chimie, techno, commerce, médico-social... En tout quoi. Mais aucun appel à candidature pour la discipline prévention de la pédophilie.

Le regard éboueur

En pondant son édito dans le journal de la famille, Jeanne-Emmanuelle Hutin enfile des poncifs sur les déchets qui ne respectent pas la nature, les plastiques non recyclables, pas bien tout ça. Elle a même une solution: «*La contemplation. En étant attentifs à la beauté de la nature, l'émerveillement et le respect l'emporteront sur l'avidité et l'inconscience*» (Ouest-France, 03/06). Le premier qui dit que Dieu est une ordure va en enfer, un sac plastique sur l'âme.

Yellopark ?

On oublie. Quand les frites sentent le roussi sur le parking, il est temps de repêcher le business footbaloïde. Disparus tour Bretagne bis, logements tout court, bureaux: le projet Yellopark a fait pschitt. Et pour toujours, affirme main sur le cœur la bourgmestre si magnanime.

L'option congrue

Ne reste qu'un futur stade privé, joujou du riche, le grotesque en sus puisque La Beaujoire reste en place. Toujours droite dans ses escarpins à crampons, M^{me} Farinella Rolland assène donc un nouveau: «*J'ai décidé...*» opérant un quasi demi-tour complet. Exit du tapis rouge des affaires, le bétonneur Yoann Joubert aura tout de même gagné une belle pub. Ne reste plus au centre du terrain qu'une poignée d'associés-requins prêts à croquer à pleines dents dans l'aubaine, et Waldemar Kita, président le FCN, toujours un peu évasif fiscalement depuis qu'il a été petit joueur dans l'équipe des *Panama papers*. Nantes fera partie du petit cercle des villes comp-

Cherche remplaçants

PRÉSERVER La Beaujoire? Les crânes d'œuf de la mairie phosphorent. Quels remplaçants aux Canaris? Les handballeurs du HBC Nantes se sentent déjà à l'étroit dans leur palais de Beaulieu, tout juste rénové et (un peu) agrandi à 5500 places pour la modique somme de 42 millions. Pour quelques dollars de plus, La Beaujoire offrirait un toit, un parquet posé sur le gazon, scène XXL pour 37000 supporteurs ébaudis. Et une tyrolienne pour Super H, la mascotte en slip du club? Sinon, ils pensent à une piste de ski sur peau de banane, ou de compète de catch dans les miettes de p'tit Lu, mais on n'a pas de club en 1^{re} div'. ■

Kita faire des cadeaux

Nantes, ses twin stadiums

Et un, et deux et trois stades! Et pourquoi pas quatre?



tant officiellement deux stades, Saupin passant à la trappe du décompte. En fait, la liste paraît moins fournie que celle énoncée par la maire. À Lille, l'ancienne enceinte Grimonprez-Jooris a été démolie en 2011. Bordeaux et Lyon comptent bien deux stades mais les pelouses, désertées par le foot, ont été investies par le rugby local évoluant en élite, et non en 3^e division comme le Snuc nantais. À Lyon, GL Events, actionnaire principal du Lou rugby, a signé en 2016 avec la collectivité un bail de soixante ans pour exploiter Gerland... et obtenu aussi un droit à construire six immeubles de bureaux sur le site, soit 28000m² d'ici à 2021. Et GL Events s'engage à investir 60 millions dans l'équipement: ça coûte cher à l'entretien, ces machins. Kita fait beaucoup mieux. Dans une agglomération livrée à la spéculation immobilière, il obtient une vente foncière de gré à gré, dont le montant pourra se prévaloir de l'officiel doigt mouillé des Domaines, pour construire un nouveau stade et surtout «*un complexe sport, santé, bien-être*» à la rentabilité alléchante, 24000m², l'équivalent de la surface de trois hypermarchés. Mais contrairement à Lyon, pas un radis à déboursier pour participer à la rénovation de La Beaujoire, nécessaire pour le maintien aux normes nationales et internationales. Question à plusieurs millions: si la métropole s'enorgueillit de ne pas dilapider le moindre denier public (euro ou Sonantes) pour un nouveau stade, quel argent financera un tel

chantier de modernisation? Mais Nantes vaut bien Paris qui dispose de deux stades mitoyens, le Parc des Princes voué au PSG et Jean-Bouin, inauguré en 1916 où évoluent quatre clubs dont trois au plus haut niveau national.

Comparaison n'est pas raison

Kita a un avantage: pas de mise en concurrence. Même si le besoin d'un nouveau stade ne saute pas aux yeux. Où en est l'étude alternative, et sérieuse, analysant le scénario d'une rénovation? Désormais, pour dire *niet* à la dilapidation de l'argent public, M^{me} Rolland prend pour contre-exemple Strasbourg et les 130 briques que coûterait la transformation de La Meinau. Pas très comparable: ouverte en 1906, reconstruite en 1984, La Meinau a le même âge que La Beaujoire mais 10000 places de moins. M^{me} Rolland souligne qu'aucun investisseur ne s'est pointé pour casquer une telle modernisation!

Qu'est-ce qui empêche Nantes, prompt à lancer des appels à manifestation d'intérêt (AMI) sur tout et n'importe quoi, d'en commettre un de plus sur le sujet, ou de lancer un appel à projet (AAP)? Quant à la forme juridique, la métropole dispose d'un choix large pour associer ensuite le ou les investisseurs à l'exploitation sonnante et rébuchante de La Beaujoire. Autant de pistes délibérément laissées de côté pour l'heure. Lulu s'associera à toute campagne exigeant un cinquième stade, tout de suite. Na! ■

Louis Fautenon

Ouïtransfer

L'unique bien dupliqué

Si l'opération «*Transfert*» occupant la friche des anciens abattoirs de Rezé est bien programmée pour cinq ans en attendant les bulldozers des promoteurs, le machin n'ouvre que pour l'été des touristes. Du 1^{er} juillet au 9 septembre. Soit dix semaines la première année. Avec 13 et 17 millions d'euros de budget estimé d'ici 2022, on oscille entre 37000 et 45000€ par jour. Pour Fabrice Roussel, vice prez' tourisme à Nantes métro, c'est «*un projet unique en France*». Pas si unique: selon une étude de l'Institut d'aménage-

ment d'Île-de-France, les projets d'«*urbanisme transitoire*» qui légalisent des friches d'artistes se développent fortement depuis 2010. Et en 2015 la SNCF a eu la même idée d'occupation éphé-

mère avant gros projet immobilier. On peut toujours prétendre avoir inventé l'unique fil à couper l'eau chaude. ■

* «*Transfert de fonds*», Lulu n°101, juillet 2018.

Consigne extérieure de pauvreté

Le maire de Rezé a confié à Ouest-France (08/09) le négatif du bilan de Transfert: les gamins Roms «*ont provoqué de l'agacement chez les visiteurs en insistant pour récupérer l'euro des consignes des gobelets en plastique. Il faudra qu'on en parle avec les parents.*» Si chacun de ces chenapans était limité à dix verres à consigne par jour, il faudrait qu'ils soient 3700 à 4500 pour égaler le budget journalier de la préopération immobilière. Ça doperait le bilan des entrées. ■

Tagadac, tagadac

● Le pont a mal à la culée

Tenté par un petit sabotage de pont ? Suivez les conseils de Pascal Bolo, monsieur le premier adjoint aux picailleurs, et aux ponts. Un capteur d'alerte de la culée sud du pont Audibert, alias de la Madeleine, né en 1923, refait en 45, a sonné le 2 novembre. L'ouvrage d'art est fermé dare-dare. On apprend qu'il y a eu des précédents, survenus « de manière intempestive » notamment une fois où un rongeur (rat, ragondin, hamster jovial ?) a déclenché une « fausse alerte », car le capteur, qui a les nerfs à vif « se déclenche bien avant qu'il y ait danger ou risque d'effondrement » (Presse-O, 04/11) dit tonton Bolo. Vivement les capteurs alertant après l'effondrement, qu'on arrête de stigmatiser les animaux.

● Insubordonnés du problème

Le pont a donc été fermé un week-end. Diagnostic : capteur défectueux. Plus de que de (peur, mal). Mais quand même, l'interdit de circulation a été bafoué : un scandale dénoncé par la responsable des ouvrages d'art à Nantes métro : « Il est regrettable que des piétons et des vélos soient passés dessus » (Presse-O, 06/11). Les gens ne captent rien.

● Fake quart d'heure

Faut se méfier des sirènes. C'est connu depuis l'Odyssée. Mais faut aussi se défier des sirènes de fausses alertes propagées avec l'aval complice de la préfecture. Le jacobinisme a les sirènes de routine, qui vérifient que ça couine bien audible, changent d'horaire, vu que c'est désormais un logiciel national qui lance les sonneries mugissantes. Le 5 novembre, le préfet régional a alerté, pour de vrai. Les sirènes d'exercice, ça sera toujours le premier mercredi du mois mais plus à midi, à 11 h 45. Attention : si ça sonne à midi, c'est un vrai cataclysme.

● Ouiffi de plage

Poussée de gros champignons raplapla sur la plage de Saint-Naz. Une rondelle orange pâle, un manche en métal, ces parasols fixes, ancrés dans le sable, sont municipaux. Et surtout connectés. Le bonus, c'est l'accès wifi, avec deux ports USB pour recharger son portable. « Un des aspects du programme tout numérique où la ville investit 11 M€ ». Internet sur la plage, le smartphone à l'ombre, et la wifi pleine de sable : indispensable pour mesurer le bonheur instantané.

● Partouche manbote

La maréchaussée protège le banditisme. À Pornic, les bandits manchots se déplacent sous haute escorte policière. Outre le bilan carbone des 114 machines à sous transportées par trois camions sur 800 mètres, de l'ancien casino ouvert en 1896 au nouveau bâtiment, il a fallu une fermeture exceptionnelle, 20 h au lieu de trois heures du mat. Sept heures de non gains. Dur. Et pas question de se faire voler ces pompes à fric. Le transfert a eu lieu la nuit du 19 novembre, sous le regard sourcilieux et protecteur des forces de l'ordre et du jackpot. ■

Tafoblaque

Les trimards carambars

L'ado oisif doit trimer pour se payer les carambars, ou des clopinettes.

« Le dispositif Argent de poche permet aux jeunes de participer à des chantiers éducatifs de loisir contre rémunération », indique le centre régional d'information jeunesse.

C'est moral, ça les éloigne des territoires troubles de l'incivilité, et donc du bagne précoce. La rémunération est donc modique, symbolique, 5€ de l'heure, 4,28€ à La Chevrolière qui ne paie pas le temps de pause. Éloignons l'ado de l'argent facile.

C'est sympa le travail d'intérêt général sans avoir été condamné à ces corvées municipales. Ni emploi jeune, ni sous contrat extra scolaire, « le dispositif "Argent de poche" a été créé pour responsabiliser le jeune », expose la presse (France Bleu, 04/05) dans un sabir de vieux schnock parlant du jeune comme d'une catégorie sociale. Objectif : « lui permettre d'avoir un aperçu du monde du travail et valoriser son travail auprès des adultes ». Un aperçu du travail, mais sans ses règles. « Cette première expérience dans la vie active revêt un caractère éducatif et formateur », prétend pourtant la mairie de Clisson avec ses 5€ de l'heure pour désherber le cimetière trois demi-journées par semaine. « En liquide. Sans contrat de travail », précise l'article. « Sur le terrain c'est plutôt très bien vécu. » Sans dec ?

L'anti chaud préventif

Ce sous-travail au rabais com-

mence en 2005, s'inscrivant dans un programme national lancé en 1981, nommé « anti-été chaud », « Opération prévention été » et finalement « Ville Vie Vacances » depuis 1997, histoire de calmer les incontrôlables ados pendant les vacances sans gardiennage scolaire.

À La Chevrolière, l'administration vante ses procédures d'inscription « généralement souples, sans entretien préalable ou fourniture de CV ». Ranger des livres à la bibli, tailler des arbustes de rond-point est réservé aux 16-21 ans par des élus caressant l'espoir pernicieux « que ça donne le goût du travail » (TF1, 13/04/2016). Mais « afin de respecter strictement la réglementation du travail, les bénéficiaires du dispositif ne sont jamais amenés à prendre des risques ou à utiliser des outils motorisés » (Ouest-France, 11/12/2015). Réglementation du travail ne veut pas dire

vrai travail. Juré promis craché, ça ne remplace pas un emploi d'agent municipal, ça l'appuie. Nuance... « Un soutien aux agents communaux », explique à Geneston le journal municipal (Geneston mag n°14, 14/04), où, depuis 2015, les ados désherbent le cimetière (comme à Legé), mettent sous pli des cartes d'électeurs et un questionnaire de satisfaction sur les activités péri-éducatives.

Motivés, motivés

Le formulaire pour postuler prévoit cinq lignes de motivation et impose un « minimum d'une semaine (lundi, mardi, jeudi et vendredi) hors vacances de Noël ». Le contrat avec la mairie, renommé « acte d'engagement », exclut les tire-au-flanc qui écouteront Beyoncé ou tchatteraient avec leur potes en gratouillant du râteau : « Étant indemnisé pour une tâche à laquelle je dois pouvoir

me consacrer pleinement pendant toute la durée du chantier, l'usage des téléphones portables ainsi que des baladeurs MP3 est interdit. En conséquence, les téléphones portables devront être placés sur répondeur. » Et « si le jeune est amené à se blesser lui-même, au cours de l'activité, soit au cours du trajet, les frais inhérents aux dommages corporels seront pris en compte par son propre régime de couverture sociale », insiste Clisson. Mais attention : à Geneston, à Clisson, « la commune ne sera en aucun cas réputée comme employeur des jeunes (...) En aucun cas la bourse versée pour la participation à l'activité ne pourra avoir d'équivalents de salaires. » Pour la dénomination, on marche sur des œufs : « bourse » à Geneston, « indemnisation » à Legé et Clisson, « somme en contrepartie » à La Chevrolière, « petit boulots contre argent de poche » à Rougé... Surtout pas salaire. Peu de communes ont saisi l'aubaine. « On sent une certaine répugnance à faire travailler des enfants sans même les payer au Smic », note Raphaël Romi, avocat et prof de droit, élu d'opposition à Clisson. En 2015, une question au Sénat clarifie ces rémunérations low cost assimilées à des « gratifications versées aux stagiaires en entreprise » donc, ouf, exonérées de cotisations salariales. Et puis bon, si le pécule leur paraît trop mince, les jeunes n'ont qu'à se torcher avec. ■

Marithé Nardier



Saluds de jeunes Bourre pif éducatif

Alternative aux gnons, la verdure espacée pour renouer avec le populo.

ÇA chauffe à La Chapelle-Heulin, bourgade de 3300 pellos apeurés par leur propre progéniture. Une voiture volée, il y a plus d'un an. Course-poursuite dans le bourg, la bagnole finit dans le mur de clôture d'un lotissement, trois mineurs interpellés. Mesures éducatives. « Ces enfants n'ont pas conscience de la gravité de leurs actes et se moquent des injonctions des gendarmes lors des contrôles », note le compte rendu du conseil municipal. Mais depuis, il y a pire : « Climat de tension, opération coup de poing », des gendarmes (Ouest-France, 19/08), « des barrières enlevées, des boîtes aux lettres dégradées, des tapages nocturnes, avec ou sans scooter » (Presse-O, 08/09). C'est le feuilleton de l'été. Le maire suit l'affaire

de près : « Au départ ils faisaient des roues arrière à vélo. Ils étaient huit ou dix. Maintenant ils sont à scooter et le groupe s'est étoffé. Ils sont une bonne quinzaine à faire du rodéo et beaucoup de bruit. » (Ouest-France, 28/08). Les grands (mais pas ceux qu'ont croit) cognent même les petits : « Mi-juillet, deux adultes ont attrapé un jeune et l'ont frappé. Le jeune a eu cinq jours d'ITT. Quelques jours plus tard, leur porte d'entrée a été cassée. Le bruit court que des habitants veulent former une milice pour se faire justice eux-mêmes », alerte le maire qui a une solution : du travail d'été, aux espaces verts « pour qu'ils gagnent un peu d'argent et renouent avec la population » (Ouest-France, 28/08). L'été prochain. Le renouement attendra. ■

Qu'est ce qui s'trame?

Tournage au lave-bus

Séance cinéma permanent pour les chauffeurs de tram et de bus.

LES traminots sous haute surveillance. Au dépôt de Bêle de la Tan, une caméra a été légèrement réorientée en juin dernier, braquée sur l'entrée du local des machines à laver les bus et autres véhicules. La direction déplore des pare-brise brisés. « On pense que c'est la machine qui déconne », dit un conducteur. Du lave-glace au brise-glace, il n'y a qu'une nuance de verbe. La CGT écrit alors une lettre à la direction : « Après vérification par les élus CGT et confirmation par des maîtrises, l'angle de visionnage a été réglé de sorte qu'on voit les salariés rentrer dans les machines à laver, à la demande du directeur technique maîtrise d'ouvrage pour déterminer

qui détériore le matériel ». Depuis une note de service a été pondue, légitimant cette entorse aux règlements. À Lulu, voilà ce qui a été répondu : « Il n'y a pas une caméra pointée sur une machine à laver les bus (qui sont des machines situées sur les dépôts, généralement en extérieur, pour laver les véhicules, notamment les bus). Tous les sites de la Semitan (dépôts, ateliers, siège social) sont munis de plusieurs caméras de surveillance, et ce pour assurer la sécurité à la fois des installations, des véhicules mais aussi des personnels. » Des fois que la machine à laver se mette à briquer frénétiquement le personnel... ■



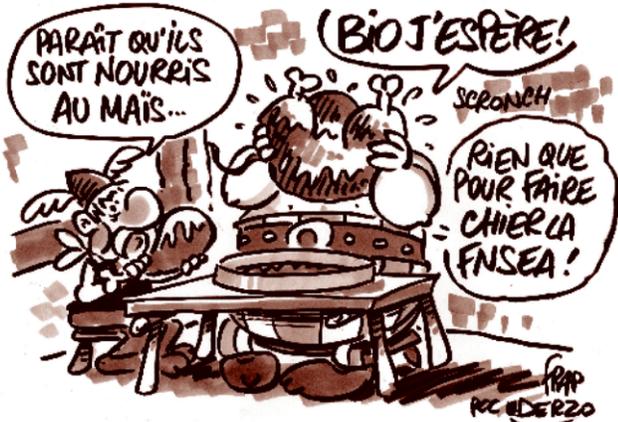
Touche pas à mon poteau

POTEAU tronçonné à la meuleuse, la caméra de vidéosurveillance s'est couchée. Rideau (Ouest-France, 27/11). Paraît que c'est pas la première fois. Après la mise à mort par un CRS d'Aboubakar Fofana dans le quartier du Breil début juillet, « plusieurs » poteaux ont été pareillement cisailés. Les proches des poteaux protestent. ■

Obélixerie

Sang pour sanglier

Chasseurs et paysans n'ont pas le même angle de tir.



LE sanglier? «Pouvez en tirer autant que vous avez envie», a dit le chef des chasseurs le 21 avril, à l'assemblée générale de la fédédépartementale qui enregistre 15300 porte flingues en Loire-Inférieure. Dany Rose, le président, a lancé un vibrant appel à dégommer du sanglier à tout va. Ça a fait tousser la FDSEA: «Cette posture, finalement assez nouvelle dans la bouche d'un dirigeant, n'est certes pas guidée par le souhait de lutter contre les dégâts occasionnés par les sangliers, qu'ils soient agricoles ou autres. Dany Rose redoute en effet que les chasseurs soient régulièrement soupçonnés d'être volontairement mous de la gâchette et d'épargner les laies (les mères), juste pour ne pas risquer une rupture de stock du gibier.

Nourris logés

Pour détourner les sangliers des champs à dévaster, l'agrainage prétend les cantonner en les nourrissant au grain de maïs, «enterré ou à la volée». Une pratique juste soumise à déclaration, sans contrôle. Autour de ce garde-manger, sanctuaire et resto du cœur pour sanglier, la chasse est interdite. Le 3 juillet 2018, la préfecture note que «l'agrainage de dissuasion constitue un élément majeur dans le dispositif de gestion du sanglier, à la condition qu'il soit mis en place dans



le seul but de limiter les dégâts en période critique», période qui dure quand même neuf mois, de mars à novembre. L'Office national de la chasse note déjà en septembre 2003 que «le sanglier est un omnivore opportuniste qui aime varier son régime alimentaire et ce n'est pas parce qu'on lui offre du maïs en quantité qu'il n'ira pas labourer les prairies voisines à la recherche de vers de terre et de petits rongeurs.»

Les paysans de la FDSEA veulent plus de «prélèvements» (les sangliers flingués), et des périodes de chasse élargies. En Loire-Inférieure, ils ont obtenu le 15 mai que le salaud de bestiau qui fait rien qu'à massacrer leurs parcelles soit classé espèce nuisible. Ce qui offre un mois de chasse en plus, en mars. Vu comme ça, les chasseurs devraient être ravis. Mais non. Entre paysans et chasseurs, il y a un litige de fric.

Point noirs

L'agriculteur est indemnisé par la fédédéchasseurs si la parcelle sanglierisée a 3% de dégâts ou plus. Si c'est moins, il faut une facture de 230€ minimum (100€ pour les prairies). Sur 208 communes de Loire-Inférieure, 47, dont Nantes et les villes de la première couronne (sauf Saint-Sébastien), sont classées PNS, «point noir sanglier» par l'État qui croise deux données la quantité de dégâts agricoles et le nombre de collisions avec des bagnoles. Seules les communes en PNS peuvent organiser des battues. Le directeur de la fédé 44 Denis Dabo veut tirer dans tous les coins: «Aujourd'hui, on se bat pour ne pas à avoir à rembourser 100% des dégâts alors nous n'avons le droit de chasser que sur 60% du territoire. C'est une aberration» (L'Hebdo de Sèvre-et-Maine, 14/09).

Bestiau coriace, le sanglier dévaste clôtures, cultures, voitures, troue les pelouses, massacre les maïs. Et face aux tontons flingueurs, son cuir épais a le ricochet vengeur, renvoyant parfois les balles. La future terrine a du répondant. ■

Pamela Painchat-Seur

Sus scrofas bien élevés

À vendre, à tirer, sanglier bien vivant qui lui ne s'en tirera pas.

BIZARRERIE: bête noire des paysans, chasseurs, jardiniers et préfets, le sanglier est dorloté par six éleveurs en Loire-Inférieure qui pondonnent des carcasses pour les vendre. À Saint-Aignan de GrandLieu, l'association d'insertion Trajet arrête l'activité «pour l'éthique, et le moniteur de l'atelier part en retraite». D'autres continuent à engraisser cette espèce nuisible alias sus scrofa. «C'est vrai c'est paradoxal, contradictoire si on veut, concède à Lulu Denis Jaunâtre éleveur de gibier à St-Mars-de-Coutais. On vend 500 sangliers par an, mais à des parcs de chasse agréés, clôturés*, contrôlés, en Deux-Sèvres, Ile-de-France, Bordelais... Dans ces chasses commerciales, les clients veulent être sûrs de tirer du sanglier. Dans la nature c'est compliqué, dangereux. Les chasseurs hésitent à organiser des battues: si rien ne se fait, on leur reproche, s'il y a un accident, ils sont fautifs...» Une solution, pousser les sangliers vers une secte prônant le suicide collectif. ■

* Les relâcher dans la nature est interdit.

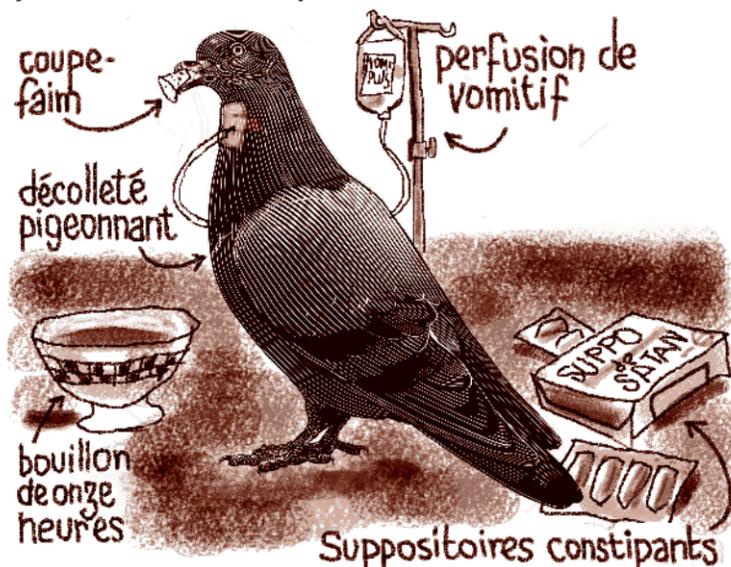
Pigeon vole!

En guerre contre le caca volant

Guerre ouverte contre cet insupportable pigeon qui pullule et chie.

Objectif: lui faire avaler le pullule.

S'AGIT de «chasser l'occupant». Dans la base sous marine de la kriegsmarine, vestige de la guerre, les mots sont forts. L'occupant en question n'est pas en uniforme vert de gris mais bleu-gris de la tête, plus pâle du veston, gris lilas sur le plastron. Ce squatter? Le pigeon biset. En 2016, la société de «dépigeonnage» Hydreal évoque les «fientes qui tombent régulièrement sur le personnel et les visiteurs». Ce pigeon est aujourd'hui accusé de «survoler la zone et de mitrailler les civils»... Ça la fout mal pour un symbole universel de la paix. Contre ces chieurs, ces ennemitrailleurs, «la guerre n'est pas gagnée». Il y a la méthode espace défensif contre le volatile: passages bouchés, répulsif, grillage sous plafond, bandes magnétiques pour empêcher les bestiaux de se poser. Il y a le volet punitif: arrestation des contrevenants, emprisonnement dans un pigeonnier, confiscations des œufs pour stérilisation. En fait, dans ces «pigeonniers contractifs», les œufs sont secoués à la main pour empêcher le développement des oisillons, mais laissés sur place pour que la femelle ne déserte pas le pigeonnier. Parfois, on les remplace par des leurres. Le retour de l'eugénisme par la méthode du secouage. Il y a aussi la formule de l'extermination: «l'abattage réalisé par des chasseurs assermentés de la fédération départementale des groupements de défense contre les organismes nuisibles»* du département. Le bon vieux tir aux pigeons. Sur des êtres désarmés, c'est pas très fair play. La fiente de colombidé énerve. Limite caca



nerveux. L'oiseau, qui n'a pour prédateur que l'homme et le faucon, est mal aimé. Indésirable, paria, cracra. Certaines villes l'ont surnommé le «rat du ciel».

Mais il y a aussi des pigeons vénérés, les voyageurs, civils et militaires, commis postaux lors la grande boucherie de 14-18, bêtes à concours pour les colombophiles. En 2012, un pigeon de course de l'union colombophile de Saint-Nazaire a terminé premier français des Olympic races, lâché à Londres, retour au bercail en parcourant 511km en 8h15, soit 62km/h de moyenne. Paradoxe: l'asso colombophile organise des lâchers de pigeons pour la mairie, pour les fêtes patriotiques (8 mai, 14 juillet, 11 novembre), pour le crématorium, des cérémonies de mariage...

En fait, le pigeon des villes a un drôle de statut, ni vraiment domestique ni gibier agréé, ou plutôt les deux. Considéré par

les tribunaux parfois comme animal sauvage, donc espèce officiellement chassable, parfois comme animal domestique (notamment par l'arrêté du 11 août 2006 du ministère de l'Écologie et du Développement durable) donc protégé par le code pénal contre toutes formes d'actes de maltraitance ou de cruauté. Dans un champ, sortez les fusils, en ville c'est un animal domestique. Mais on sort quand même les flingots. Faudrait pas nous prendre pour des pigeons. Ses fientes si décriées (estimées à 12kg par an et par bestiau) sont en fait excrément utiles: on a déjà fait du guano, de l'engrais à jardin, des soins du visage en Corée, un assouplissant pour le cuir dans le Maghreb. Mais question nuisance, il y pire: le pigeon roucoule. Et ça, c'est pas cool. ■

Inspecteur Colombo

* Ouest-France, 04/06.

Ragoutant

Bas les musqués!

Le ragondin, nouvel ennemi public numéro 1. La bestiole à abattre.

Mais les pouvoirs publics veulent pas payer.

NOUS vivons sous le régime de la menace permanente. Après la Zad noyée sous les grenades, la météo incertaine et les proprios de Saint-Aignan qui bloquent le périmètre, nouveau danger: les ragondins, alias RAE, «rongeurs aquatiques envahissants». «Une bataille déjà perdue?» (Presse-O, 04/05) «La prolifération des ragondins pourrait faire sourire si les conséquences n'étaient pas catastrophiques.» Balèzes, de cinq à sept kilos, ces RAE font des trous partout, bouffent tout, refilent accessoirement la mort qui tue. Ces gros rats d'eau ne font pas rire l'éradicateur en chef: «On ne nous prend pas au sérieux», dit Marc Pondaven, qui n'a pas encore envisagé de mourir en bouffant un trou, pour revenir à un peu de sérieux et alerter l'opinion. Pendant que les départements et les collectivités se désengagent d'une contribution qui n'est pas obligatoire, les ragondins eux, fornicent et se multiplient. Environ 90 rejetons par couple tous les deux ans. La queue de ragondin, classé nuisible depuis 2007, est rétri-



buée différemment selon les communes: 1€ à Trignac et à Sainte-Luce, 1,25€ à Saint-Joachim, en Brière, 3€ à Savenay ou à Thouaré. Rien à Nantes. Pourtant, une des plus grosses colonies de Loire-Inférieure est localisée au bord de l'Erdre, entre La Beaujoire et La Tortière. Ça a beau être obligatoire depuis 2000 selon les règlements européens, Nantes métropole ne veut pas cracher au bassinet pour participer au programme de guerre au ragondin. Dans son volet tourisme, Nantes métropole signale pourtant l'observation de ragondins comme des curiosités, à côté de hérons, lapins ou faisans, au

détour de randos pédestres et de «sorties insolites».

À quand un séminaire de formation de start-up de chasseurs de primes? Bon, outre les chasseurs qui peuvent tirer à vue en battue, il y a déjà 852 piègeurs actifs en Loire-Inférieure qui ont dézingué 98320 ragondins par noyade ou par balle en 2017. Officiellement bénévole, chacun attrape en moyenne une centaine de bestiaux indésirables par an. Pour doper leurs résultats, ils vont se doter de «cages connectées» (Ouest-France, 12/02) qui envoient un texto quand une bestiole s'est fait piéger. On dit que ça évite d'aller voir pour rien.

Côté chasseurs, «sacrifiant pour cela une partie de leurs week-ends» (Ouest-France, 14/03), ambiance en pétard: les battues au fusil pour exterminer les ragondins, ils les voient déjà comme une corvée, en plus, on leur interdit de tirer à partir de leur barcasse si elle est à moteur. Faut y aller à la perche. Peut être qu'une perche à moteur... ■

Tartaron de Saint-Frusquin

Les bibliothèques multicanalisées

Les médiathèques transformées en tout, le métier qui dépérit. Un peu juste comme base pour un bon roman.

RINGARDISE n°1 : une médiathèque est un endroit où on vient bouquiner, emprunter des livres, des disques, des films. Fini, tout ça : le but, désormais, c'est d'«aller plus loin dans l'accompagnement des populations les plus fragiles», dans une «qualité de la relation multicanale avec les usagers». Ce verbiage tiré du journal interne* distribué aux agents municipaux nantais donne le ton pour tous les services, où ces petits fonctionnaires polymusclés «pourront suivre l'intégralité des parcours de chaque usager et avoir ainsi une vision à 360° de ses demandes, réclamations, observations, ainsi que la réponse apportée».

Ringardise n°2: les bibliothécaires ont pour rôle de conseiller des lectures, suggérer des découvertes littéraires, des ouvrages documentaires. Terminées, ces niaiseries. Il faut devenir un peu éducatrice, un brin médiateur social, vigile quand ça s'impose, thérapeute de comptoir si besoin, cafetier à l'occasion, découpeuse de brioches. Important, ça, la convivialité. Ce qui complique un peu l'injonction SBAM (Sourire-Bonjour-Au revoir-Merci) faite aux caissières de supermarché. En tous cas, c'est plus un boulot, c'est un catalogue de métiers cumulés.

Nouveaux usages

«On fait de la place, on dégage des rayonnages, donc des livres, pour accueillir des projets de "nouveaux usages" à monter avec des bénévoles, grainothèque, cours de danse, de yoga, de cuisine, vestiaire social», dit une bibliothécaire. «Ce qui a toujours un côté méprisant pour les pauvres, jugés trop bêtes pour la lecture, et qu'il faudrait donc appâter autrement. Et, pour le personnel,



J'AI DÉJÀ DIT À L'USAGER QUE LE ROMAN GOTHIQUE SUR LES SOIRÉES MOUSSE KARAOKE EN PAYS GAULO EST PLUS RÉFÉRENCÉ, IL INSISTE...

revient toujours le reproche d'avoir mal fait notre boulot jusqu'ici, pas su bien accueillir les gens, ni su faire les bonnes collections de livres...», note Guillaume Goalen, secrétaire de la CGT cadres & techniciens Ville de Nantes.

Grève qui dure

Même si, pour le moment, ça coïncide un peu. L'ouverture le dimanche est toujours handicapée par une grève récurrente qui dure depuis huit mois. Le 2 décembre, il a fallu fermer carrément la médiathèque Luce-Courville dans le quartier nord. Cette politique d'ouverture est dans la droite ligne du rapport Orsenna

remis à Macron en février 2018 qui voyait pareillement les bibliothèques à horaires élargis comme «des outils inestimables pour lutter contre les fractures de notre société» avec aide à l'insertion, permanences Pôle emploi... À Nantes, l'idée est portée par Aymeric Seassau, élu à la lecture publique qui oublie son opposition au travail le dimanche quand il siège au bureau national du parti communiste**. «On lui aurait donné les cantines à gérer, ils en aurait fait des boîtes de nuit», grince un agent. Mais attention, lui, l'élu coco, fait dans le social, et vante l'ouverture dans les quartiers populaires. Nuance.

«Il oublie que le plus souvent, ces médiathèques sont les seuls endroits ouverts ce jour-là dans le quartier», note Guillaume Goalen. Les bibliothécaires ne savent pas comment réagir quand débarquent des gens qui vont mal dans une société qui va mal, voire qui pètent les plombs. «On n'a rien contre le fait que les médiathèques deviennent des squats de jour, au chaud, mais le personnel n'a pas les moyens de gérer des gens alcoolisés, des problèmes de drogue, il n'est ni préparé ni formé pour ça. Et à côté de ça, un usager doit attendre des semaines pour avoir rendez-vous avec un travailleur social...»

Tracasseries des ressources

En attendant, les grévistes subissent les tracasseries de la DRH, pour pas dire la répression. Certains grévistes isolés se voient d'abord compter des «absences injustifiées» niant le droit de grève. Le décompte des dimanches finasse, chinoise, pinaille: ces heures ne sont pas des heures sup', clame la DRH, pas question de les payer double (comme ce qui se fait pourtant déjà pour les Journées du patrimoine, Utopiales, Atlantide). Ces dimanches travaillés n'accordent qu'une sucette, 23€ de prime par mois. Seule concession au mouvement: les cinq heures travaillées un dimanche valent dix heures de récupération. Découragé par les horaires contraignants, la perte de sens du travail, le personnel demande de plus en plus des temps partiels. Pour lire et relire les notes de service à la maison. ■

Dominique Calbart

* Vue d'ensemble, novembre 2018.

** Le programme commun du dimanche, Lulu n°100, avril 2018.

Rachat raciste

Étonnant rachat d'un roman crachat.

ROMAN crasseux, raciste, *Le Camp des saints* d'un certain Jean Raspail* prône la haine de l'étranger, fictionne une France submergée par un million de migrants d'un coup, thème cher à l'extrême droite qui adule ce bouquin jouant avec le fantasme de «tirer dans le tas». Publié en 1973, salué par *Minute*, *Valeurs actuelles*, *Rivarol*. Les médiathèques nantaises achètent trois exemplaires en 2011, vu que c'est plus ou moins un best seller. Mais, peu emprunté, il est mis au rebut par le «désherbage» qui vide les rayons. «C'est comme les autres, une fois la médiatisation retombée, on les vire pour la braderie annuelle», dit une bibliothécaire. Le bouquin vient d'être réédité, avec une nouvelle préface dénonçant l'«humanisme exacerbé» et son «discours corrosif dans le subconscient de la nation française». Et là, sollicité pas un quidam anonyme, la direction des médiathèques somme le service des achats de racheter un exemplaire. Interpellée par la CGT, la direction dégage les grands mots, «encyclopédisme», «pluralisme», «objectivité», «impartialité», soulignant que le livre n'est pas censuré, et que «cette acquisition répond à la demande d'un usager nantais qui s'est étonné que cet ouvrage, présent dans les collections de la médiathèque Jacques-Demy depuis 2011, n'était plus disponible». Il ne réclame même pas le bouquin, il s'«étonne» juste. Étonnant non? ■

* J'irai cracher sur vos livres, Lulu n°72, avril 2011.

Beurk beurk

Le dirlo aux goguenots
L'ex-directeur de la Tan avait une bonne méthode pour régler le «climat social tendu» dans sa boîte: traiter les sujets qui fâchent, qu'il appelle «les irritants», problème de stationnement pour les agents, propreté des toilettes» (*Presse-O*, 10/10). Un bout de parking, un coup de serpillère dans les chiottes, et ça repart! Cette histoire de goguenots, ça doit être par pure goguenardise.

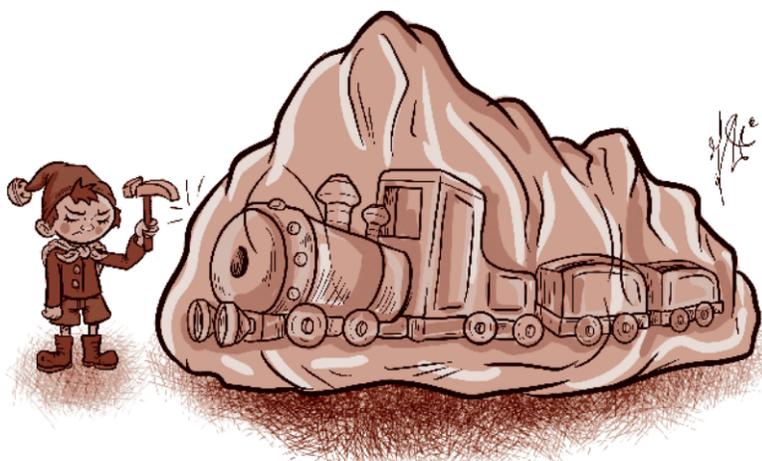
Traçabilité heureuse

«Pour les traces de vomis, heureusement, on a le contact d'agents du service de nettoyage», dit l'asso des boutiquiers de la rue Franklin avant les réveillons (*Presse-O*, 01/12). Conseil à nos amis nauséux: épargnez-leur l'astiquage de trottoir, optez pour le dégueulis gazeux. Ou buvez de l'eau de javel. ■

Gla-gla, tchou-tchou

Sérieusement givré, le tram-train

Tram train Nantes-Châteaubriant: tra-tra à éviter si gla-gla.



APRÈS quatre ans cahin-caha, le tram-train tousse toujours quand un demi-frimas immobilise net la loco du tortillard digne de Oui-Oui. Idem quand la voie a trop chaud ou quand des feuilles mortes tombent dessus, tempètent les usagers. En plein automne perfide, ce 21 novembre, une délicate et sournoise pellicule de givre s'est posée sur des caténaires (*L'Éclairage de Châteaubriant*, 21/11). Patatras, voilà le tram-train collé au rail, bloquant la voie. Les cheminots enduisent les câbles d'antigel: fiasco. Une solution miracle a bien été annoncée au début 2018: l'internet des objets. Dix capteurs sophistiqués, sur des poteaux le long de la voie, censés analyser les données d'humidité et de température, moulonnées par un «algorithme de déduction du point de givre» déclenchant l'alerte. Développé par Mounir Belhamiti, cheminot numérique aiguillé député en remplacement de De Rugy, ce fameux «réseau 4.0» reste pour l'heure en rade sur les quais.

Le 21 novembre, il a fallu affréter quatre cars de remplacement. La SNCF incrimine l'Erdre trop près, désespérément trop humide, et le voltage du tronçon nantais plus vulnérable à 750 volts que la partie train à 25000 V. Les urbains sont complètement givrés, c'est connu. En fait, ce jour-là, le givre a gagné sur toute la ligne, de Nantes à Châteaubriant. Mais la SNCF dans la panade a la parade: faire circuler ses trains

à vide la nuit pour empêcher le gel de se former. Une belle entente entre ingénieurs en chef du rail et nucléocrates ravis de prouver la nécessité impérieuse de l'atome, en dopant artificiellement la conso électrique. La transition énergétique revue par Ubu, comme quand les camions militaires tournaient à vide dans les casernes pour maintenir le budget carburant.

«Mais d'aventures en aventures/De

trains en trains, de pannes en pannes/ Promis craché je te le jure/J'apporterai ma caravane.» Serge Lama aurait pu écrire l'hymne du tram-train, qui a déjà coûté 270 M€, rames comprises. Au moins, avant, on pouvait encore poursuivre jusqu'à Rennes, à bord d'un TER, à condition de changer de loco. Mais depuis octobre 2017, terminus à Châteaubriant: pour Rennes, faut prendre un car jusqu'à Retiers. Les travaux devaient s'achever fin août mais en fait non. Le préfet d'Ille-et-Vilaine précise avoir du pognon pour rénover la section Rennes-Retiers, mais pas Retiers-Châteaubriant. L'État va peut-être faire la quête auprès des usagers. Deux métropoles, deux départements, deux régions, deux technologies ferroviaires mais un seul coupable: l'État qui abandonne son service public puisqu'il faut aménager le territoire dans une Europe à concurrence libre et non faussée. On attend l'algorithme pour dégeler les neurones des politiques. ■

Guillaume Pépinal

LATULULULU?

Crâneur !

Presse-O, 22 août 2018

Le Rafale de la patrouille de France aligne un super sillage carbone pour quelques cabrioles expédiées en dix minutes, entre 180 et 1000 km/h au-dessus du plancher des vaches. « Pour dix minutes de présentation j'embarque 4,6 tonnes de carburant. » Ca en fait du kérosène foutu en l'air pour épater la galerie et faire frétiler la gloriole de Dassault et le prestige français. Rien de la cocoriconolâtrie.

Cirage de pompes

Presse-O, 19 novembre 2018

Veau, lézard, alligator, cheval, il bichonne, lustre, champouine, patine faussement, glace le cuir... L'article ne donne pas les tarifs de ce nouveau cireur de godasses haut de gamme de quartier chic, rue Copernic. Son site les dévoile: de 20 à 35€ la paire de grolles de bourge, le double pour des bottines. 50€ pour colorer une ceinture. Et combien si on n'en a rien à cirer ?

Indécent de police

France Bleu Loire-Océan, 25 septembre 2018

Simulation d'attaque terroriste dans l'église d'Orvault, « tuerie de masse » version en toc, vrais coups de feu, « faux blessés », pas vraiment occis. On n'ose parler de faux morts, ça serait indécent. Témoin directe de cette reconstitution préventive, une coiffeuse fait une déclaration fracassante: « Ça m'a fait drôle, je n'ai pas l'habitude ». L'émoi à son comble, le journalisme à son zénith, les faux blessés en pleine forme.

Facebook

Presse-O, 1^{er} octobre 2018

Un type transbahute un boa de deux mètres dans sa bagnole, laisse le coffre ouvert. Le bestiau se fait la malle. « Et le boa n'était plus dans sa boîte arrivé à Saint-Lyphard... Il a lancé un avis de recherche sur Facebook ». Question: comme le serpent a pu taper l'annonce sur le clavier ?

Sortir du boa

Presse-O, 3 octobre 2018

Les rézosocios, pour une perquise d'auto, c'est zéro. Boa échappé, épilogue: Facebook n'a servi à rien. Tripsy, le boa de deux mètres, n'avait pas bougé du coffre de la bagnole. Simple bien caché. Le proprio devrait être condamné à un stage de traque de rhinocéros dans les boîtes à gants.

Faudrait Beaujoire

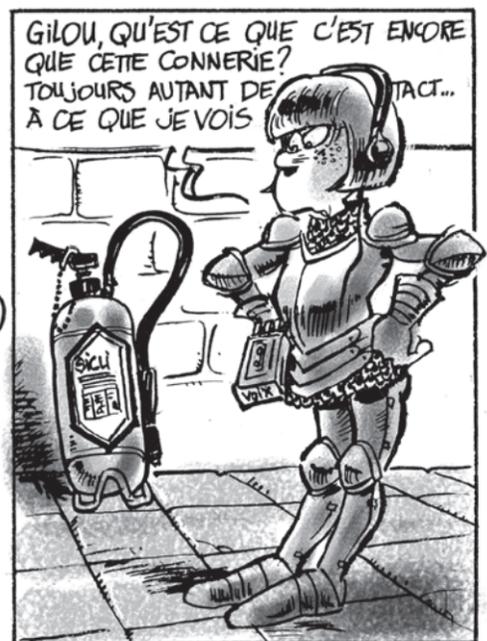
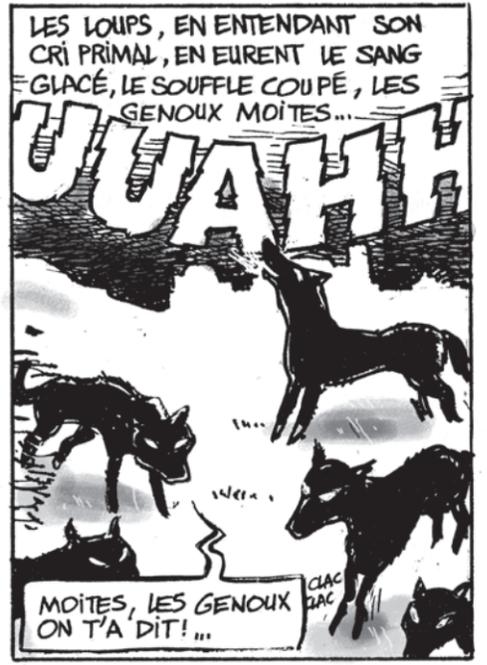
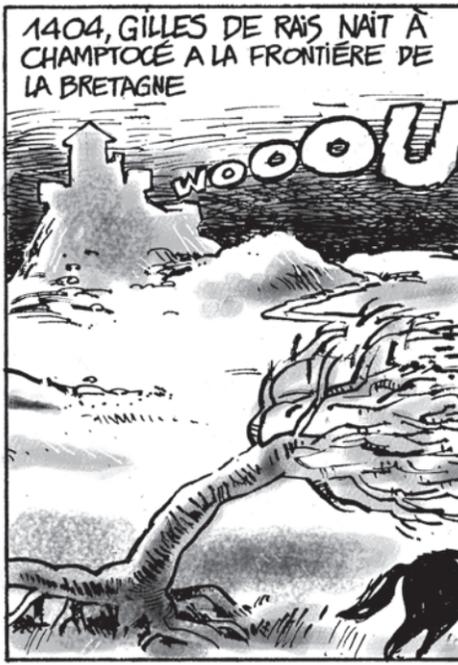
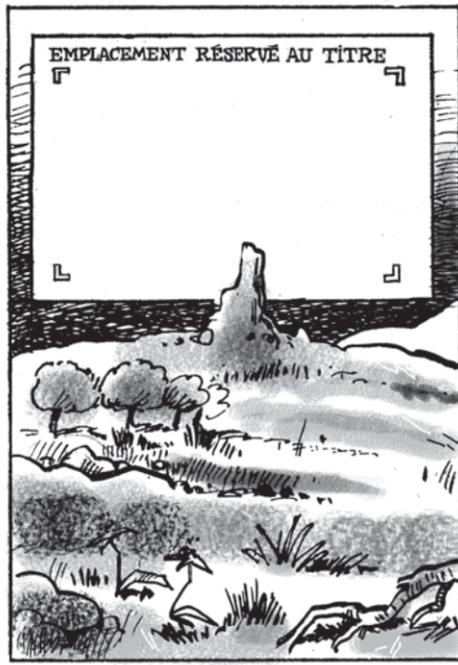
Presse-O, 21 novembre 2018

Estimation de la valeur du stade de foot: 18 millions en titre de Une, 18,7 dans l'article à l'intérieur des pages du journal. Soit 700000€ escamotés par l'épaisseur de cinq pages (estimé sans chiffres après la virgule pour pas embrouiller le lecteur).

Recyclage hémicyclique

Presse-O, 24 novembre 2018.

Benjamin Morival, l'ex-maire du Pellerin s'est recyclé. Le sénateur centriste Joël Guerriau, qui a joué un temps les bons offices dans le conflit qui l'opposait à sa majorité municipale [Lulu N° 100] l'a recruté comme attaché parlementaire. Centriste, ça doit pas être triste.



Metamerdam

Maraîchers pinocchios

La mâche chimique a mal à son avenir. Les producteurs, avertis depuis seulement vingt ans, prétendent tomber des nues.

« LA décision d'interdire le metam sodium a été prise avant même de trouver une alternative pour le remplacer, laissant les agriculteurs sans temps pour réagir. C'est le contraire de ce qu'il faut faire » gémit la FNSEA (Presse-O, 06/11). De pauvres maraîchers pris en traîtres, privés de leur pesticide favori*. « Une décision couperet, sans concertation, qui met en péril la filière », dit le syndicat des producteurs de mâche (Ouest-France, 06/11), « mis devant le fait accompli » (L'Avenir agricole, 02/11). Oh les gros menteurs! En juillet 1999, après de premières

alertes (problèmes respiratoires des riverains, cours d'eau et étangs pollués avec grosse mortalité de poissons), le préfet interdit d'appliquer par pluie ou grand vent, impose des règles de stockage des cuves, l'identification et la formation des applicateurs, une info préalable des riverains à moins de 200m. Le 13 juillet 2009, l'Europe interdit officiellement l'usage du metam sodium, accordant des dérogations provisoires à 15 pays, dont la France, sommés de chercher des moyens de remplacer ce pesticide en sursis. En

2011, selon l'ONG Générations futures « la décision dérogatoire du Conseil (de l'Europe) oblige les 15 pays utilisateurs à rechercher sérieusement des alternatives, notamment à travers la mise en œuvre de plans d'actions... mais aucun des 15 pays n'a commencé à mettre en œuvre un tel plan (...)! Des alternatives existent pourtant déjà, comme la pratique de rotations culturales plus longues ou l'utilisation de variétés résistantes ». Le 25 avril 2012, l'Europe classe à nouveau le metam, alias « acide méthylthiocarbamique » parmi les 80 substances à remplacer

au plus vite par des techniques alternatives, mais prolonge la dérogation jusqu'au 30 juin 2022. En décembre 2017, un rapport de l'Igas classait le metam sodium « parmi les substances [phytopharmaceutiques à usage agricole] les plus préoccupantes » et « soumises à substitution ». Un sol chimiquement maltraité: l'info était déjà bien éventée. ■

Edmond Santo

* En 2018, en Loire-Inférieure, 57 exploitations (sur 200 maraîchers répertoriés) ont acheté du méta sodium pour traiter mâche, carotte et fraise.

Un, zéro L'algorithme dans la peau

La digitalouque? Ouille.
À Nantes, le numérique a
encore frappé. En plein jour.

EN septembre, la digitalouque nantaise a causé «stratégie Make AND Buy en IA». IA, le symbole postal de l'Iowa? Meuh noon. Intelligence artificielle, béotien. Make and by? Une déclinaison du make or buy, l'externalisation, quoi. Les maires, nantaise et nazairien, l'ont juré: la Digital week, «*privilège l'humain à la technique*». Gorgé d'humain, le topo sur droit et intelligence artificielle évoque un «*outil mathématique nouveau de quantification de l'aléa judiciaire*». Foutu au gnouf par un algorithme? La justice s'y attelle, persuadée de s'en trouver plus objective. Des avocats ont expliqué comment adapter les processus marketing aux règles de «*protection des données à caractère personnel*». Classique focalisation sur ce seul enjeu «éthique» de protection de nos vies privées, masquant le contrôle social, politique, culturel, interactif de nos existences. Omniprésent, le sujet du *machine learning*, cette exploitation automatisée, algorithmée, des comportements des consommateurs transformés en marchandises. Des speeches ont glosé sur le big data à exploiter, «*analyse comportementale, segmentation, prédiction, recommandation*», données privilégiant ça va de soi l'humain aux basses contingences techniques du profit. L'interprétation automatisée de toute situation va en fait plus loin qu'enregistrer des données note un récent essai*, elle modèle les comportements humains, par un «*passage de la surveillance stricto sensu à une administration automatisée des conduites*». Comme dans l'épisode fiction de la glaçante série anglaise Black Mirror, la Chine a déjà un permis individuel à points, gérant bonus et malus automatiques selon les agissements sociaux. Actes répréhensibles dans un bus, facture payée en retard, interdiction de fumer bafouée, ne pas rendre visite à ses parents: tout dégrade la note sociale. Pour remonter son crédit, des genres de TIG volontaires, dons de sang, bonnes actions «civiques» répertoriées, actes d'ouvrier modèle... «*Un bon score peut donner droit à un accès prioritaire à l'hôpital, à un logement social, ainsi qu'à certains emplois publics*», note Eric Sadin.

À Nantes, une conférence a parlé transhumanisme pour «*imaginer à quoi ressemblera l'humain ultra-connecté de demain*», une autre de «*l'intelligence artificielle appliquée au travailleur de demain*», notamment des plates-formes téléphoniques, via «*la numérisation intelligente du processus*» liant «*enjeux d'usage*» et «*automatisation de tâches*». Vachement humain et pas du tout technique puisqu'il s'agit de renvoyer les salariés à l'ivresse du temps libre en les remplaçant par des robots. ■

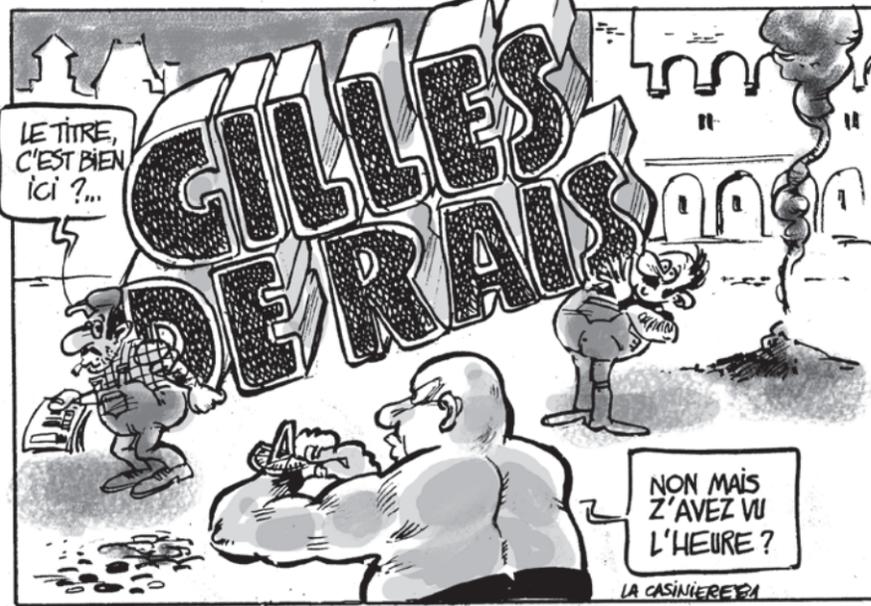
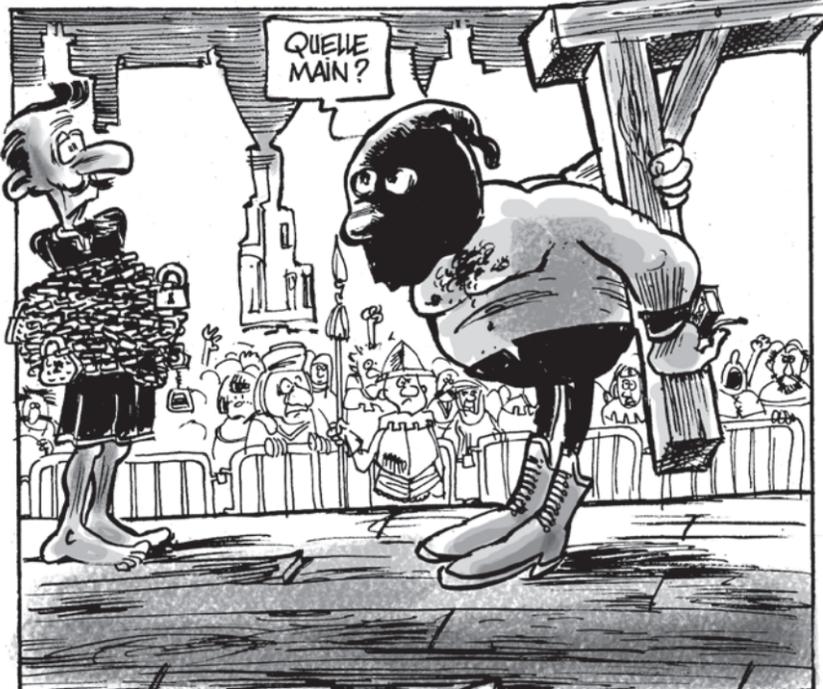
Steve D. Jobard

* L'Intelligence artificielle ou l'enjeu du siècle, Eric Sadin, Éd L'Echappée.

EN FAIT, C'EST PLUS SES BRIGANDAGES CONTRE SES VOISINS QUI LE PERDIRENT. L'AGGRESSION CONTRE UN CLERC, JEAN LE FERRON, EMPRISONNÉ ET DÉPOSÉDÉ DU CHÂTEAU DUCAL QU'IL GARDAIT, LIQUE CONTRE GILLES DE RAIS, L'EVÊQUE DE NANTES ET LE DUC DE BRETAGNE. LE 15 SEPTEMBRE IL EST TRAQUÉ PAR LES GENS D'ARMES DU DUC JEAN V & FAIT COMME UN RAT...



LE 25 OCTOBRE 1440 (PRENEZ DES NOTES, IL YA UNE INTERRO ÉCRITE A LA FIN) IL EST CONDAMNÉ À ÊTRE PENDU ET BRÛLÉ.



Poireau d'Hercule Olive, ô divine surprise

La résistible ascension de Durand l'humble potager des gastronomes argentés et des promoteurs à régenter la ville.

C'ÉTAIT notoire depuis des mois, l'embrouille est désormais officielle. Olivier Durand, maraîcher partout, le sera aussi dans le cadre du projet urbain Doulon-Gohards. Juge et partie, Olivier Durand avait préparé le terrain: associé au cabinet d'urbaniste Alphaville, il a rendu fin 2016 à Nantes métropole un rapport* précisant les usages des cinq fermes prévues dans ce projet d'urbanisme, dont la ferme de Saint-Médard qu'il se récupère. Le consultant bénéficie de ses

propres prescriptions. Un an avant, on comptait une douzaine de candidats à ces fermes, tous «*en reconversion professionnelle*» paraît-il... (Ouest-France, 22/11/2017). Mais le terrain, un hectare, est compliqué. M. Durand ne prend pas le risque de ternir sa belle réputation par un échec: avant le premier coup de binette, il a repoussé sa première production d'un an, première récolte en 2020. En attendant, la légende du modeste légumier star, fiston de

chef étoilé, se poursuit: «*Avec l'un des plus petits potagers maraîchers de France, il prouve tous les jours que l'on peut produire humblement, humainement et avec passion, des produits de qualité*» dit-on à l'Abbaye de Fontevraud où le légumateur a conçu sur commande un «*potager nourricier d'exception*». Olivier Durand, maraîcher en vogue, «*hyper exigeant mais pas élitiste*» (Le Point, 29/06/2015), «*trublion des légumes*» (Ouest-France, 05/06/2017), aligne les commandes haut de gamme. Après

le potager suspendu de la Cantine du voyage à Nantes, le plus select jardinier du resto L'Atlantide 1874 (dîner entre 50 et 100€ par tête sans le vin, ou juste un homard verveine giroilles abricot à 68€) ou celui de Fontevraud (menu de 60 à 108€ toujours sans picrate), le trublion Olivier Durand ajoute en toute humilité un partenariat avec des promoteurs marchands de béton. ■

Gilles Raclement

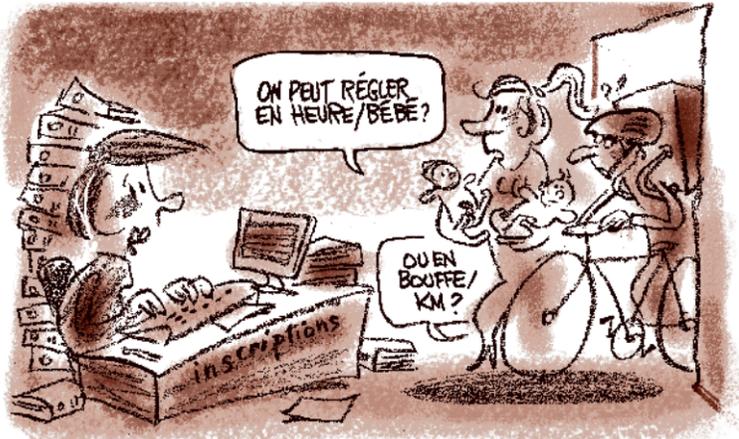
* Gohards, terre de gogos hardis & La cantine à Tintouin, Lulu n°100, avril 2018.

L'exotisme, passera pas

Cette impayable école des beaux-arts

Les sanglots longs des violons d'allochtones.

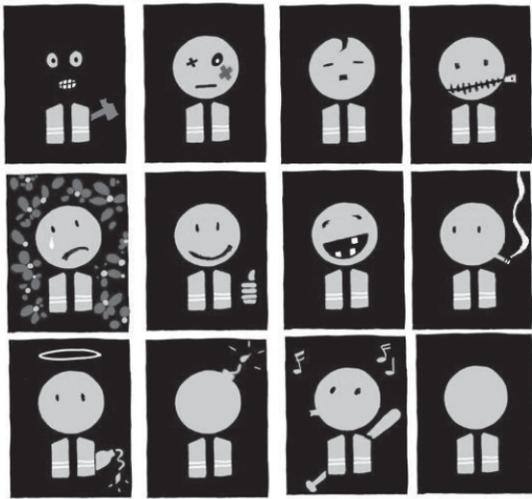
ÊTRE non Européen, ça se paye. Président de l'université, Olivier Laboux s'affirme fièrement contre la hausse des frais de scolarité pour les étudiants étrangers. Siégeant au conseil d'administration de l'école des beaux-arts, le même Laboux a approuvé sans sourcilier une telle sanction financière pour les non Européens le 28 juin. Alors que l'école projette d'ouvrir à Saint-Naz une prépa publique aux études d'art (tarif 3000€/an), depuis la dernière rentrée, s'inscrire en licence coûte déjà double aux extra-européens, soit 1200€, et triple en master, passant à 1800€. Les étudiants ont été avertis par mail fin juillet, deux jours avant la fermeture de l'école l'été. «Une prépa à 3000€, c'est conceptuel», clame une banderole dans le hall. Le directeur de l'école, Pierre-Jean Galdin, l'a dit cash: «Les étudiants étrangers... on va se dire les choses, aujourd'hui pour les



collectivité, y a pas de fric», après avoir épuisé d'autres versions, la «prise en compte de la réalité des coûts pédagogiques» puis une «erreur sur le budget prévu par le bâtiment» — mais pourquoi le faire payer plus aux méchants allogènes? Au pied du mur, ces élèves en art venus d'outre-Fontex sont sommés d'acquitter la somme, sinon pas de certif de scolarité, pas de visa, pas de

titre de séjour. «Ces frais d'inscription, c'est la porte ouverte à la logique ultra libérale», témoignent deux anciens enseignants en Angleterre. Leur expérience est éclairante: «quand j'ai commencé à l'école d'art de Sheffield, tout était gratuit, pas de frais d'inscription, du temps pour expé- rimer, dit John. Aujourd'hui les étudiants sont sous pression, payent 11 000€ par an, et finissent leurs études angoissés, avec de 30 000 à 50 000€ de dettes... Près d'un tiers ont des problèmes de santé mentale». Ce qui mène direct à la logique personnelle de soumission à l'économie. Se conformer aux injonctions du marché de l'art, sans transgression sociale ou politique, c'est le seul moyen de s'espérer bankable au profit de riches collectionneurs. Faut pas chercher d'étudiant africain aux beaux-arts, y en a pas. Mais ceux qui sont à la fac, le Guinéen Naïny, le Sénégalais Brahim, sont venus appuyer le mouvement en dénonçant aussi «la sélection par le chèque et la nationalité, non par le dossier ou les projets» et «le contrôle des flux migratoires par cette logique financière». En Guinée, le Smic est à 42 euros, en devise guinéenne CFA. S'inscrire en licence à la fac coûterait 64 fois ce salaire minimum, en master presque 90 fois... Une seule devise: les plus allogènes s'en vont. ■

Toi aussi, dessine ton gilet jaune



Bepostmodernisme Le bahut collé

Mauvais élève en TP d'énergie positive, le lycée de Carquefou redouble.

PROMIS Bepos, bâtiment à énergie positive, vanté 100% renouvelable, le lycée à prétendue «excellence architecturale et environnementale» rate sa première année. Fanfaronnes, les entreprises contribuant au chantier avaient pourtant assuré dépasser les performances Bepos, visant carrément l'énergie plus positive que positive. Décréter 19 degrés ambiant, c'est bien beau mais un peu frais pour certains profs ou élèves qui ont fait regimber le mercure à 22° ou 23°. Mais un ordinateur discret pilote à distance les rectifications opérées par les techniciens du lycée. Après un an d'usage, le nouveau bahut a été recalé par l'audit du cabinet Certivea. Énergie négative. Panneaux photovoltaïques, pompe à chaleur, isolation n'ont pas suffi. Chargée de l'appoint l'hiver par grand froid, la chaudière à granulés bois absorbe les trois quarts de l'énergie dépensée. Ce bois plombe le résultat carbone. Faudra bûcher pour repasser l'examen l'an prochain. Contacté par Lulu, l'établissement fait motus, l'architecte Forma6 renvoie à la Région dont la réponse tiède concède «un écart concernant l'interprétation

des mesures d'étanchéité à l'air des réseaux aérauliques»* et conclut qu'«après un an de fonctionnement, le bilan Bepos est très encourageant. Des marges de progression et des actions correctives ont été identifiées lors d'un premier bilan de fonctionnement avec la maîtrise d'œuvre, l'entreprise générale, notre assistant à maîtrise d'ouvrage HQE

et avec le lycée et ses utilisateurs.» Encourageant? Un euphémisme pour dire que l'énergie est dans le négatif. Positif, c'est mathématique comme chou: c'est plus que zéro. Du coup, c'est mobilisation générale. L'espoir c'est ce qui dépense le moins d'énergie. ■ * ventilation et extraction d'air, en français.

La Région hisse le drapeau blanc Un lycée public nimbé de foi et patrie.

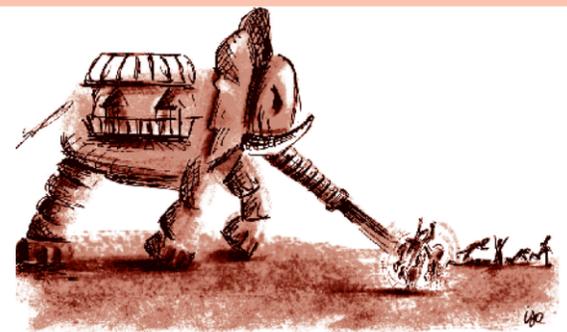
Le nouveau bahut de Carquefou est baptisé D'Estienne d'Orves. Face aux profs, élèves et parents, qui avaient préféré Hubert Reeves, Alan Turing version matheux ou Michel Serres plus philo, la Région a imposé le héros de bénetier, partisan de «l'insurrection évangélique». Henri, comte d'Estienne d'Orves, fils de famille royaliste, descendant de deux généraux de l'armée catholique et royale des guerres de Vendée, «élevé dans la fidélité au drapeau» monarchiste, proche de l'Action française quand il est lycéen. Donc un modèle pour les potaches actuels. Étudiant, catho assidu, Henri Louis participe aux «équipes sociales» de Robert Garric qui veut forger une élite sociale paternaliste et «délivrer aux ouvriers la bonne parole sur la confraternité née des tranchées». Dans son journal, Estienne d'Orves exalte sa foi patriotique et sa ferveur catholique. Pour le villiériste Antoine Chéreau, vice-président du conseil régional, le lieutenant de vaisseau D'Estienne d'Orves, produit de l'école de Guerre, puis résistant, est un «personnage historique porteur des valeurs régionales»... Seul ancrage local de l'aristo provençal, huit jours à Chantenay, avant l'arrestation en janvier 1941, sept mois avant d'être fusillé. L'Action française nantaise dénonce aujourd'hui une polémique où elle flaire la «haine de la nation, de la chrétienté, de la France». La laïcité doit s'y soumettre, sans séparation du sabre et du goupillon. Voilà en gros les lieutenants et aboutissants. ■

Farinella Rolland se plaint

Les farineurs, au bagne, au pilori, à l'échaffaud!

LE 6 octobre, des militants ont interpellé M^{me} Rolland et l'ont aspergée de farine. Un insupportable crime de lèse-plastron, un ignoble attentat poudreux a atteint la bourgmestre. Chagrinée par un nuage de céréale pulvérulente, M^{me} Rolland a fait traîner devant les juges les dangereux malfrats armés de farine volante. En cause, sa gestion municipale hypocrite de l'accueil des migrants. Et sa recette maison, traditionnel dosage humanité/fermeté a surtout paru fermentable. Le jardin des fonderies expulsé, après celui de Daviais, tous deux soigneusement grillagés, gardés par des vigiles. L'ancienne maison de retraite Bréa évacuée par la police cueillant au passage quatre migrants aussitôt envoyés en centre de rétention, alors que le relogement devait se faire sans embrouille

ni piège. La plainte a permis à la police d'exprimer son sens de la démesure. Quatre perquisitions: chez les deux parents de l'enfarineur, à une ancienne adresse, à l'Autre cantine, QG des repas cuisinés pour les migrants. Pour arrêter le coupable, qui ne s'est jamais caché, on a géolocalisé son téléphone, requis la liste des coups de fils chez l'opérateur téléphonique, épluché toutes les communications. Autant que pour du grand banditisme. En fait, l'enfarineur de rue est allé de lui-même au commissariat. Son avocat a vainement cherché un précédent, de poursuite judiciaire pour jet de farine, ici assimilé à un outrage. La tarte à la crème, c'est cousin mais plus crémeux. Audience le 9 janvier. Farinella Rolland connaît bien la théorie de l'escalade de la criminalité: on commence par la farine, on finit par des gâteaux! ■



Panoptikon Transparent fumé

Squares grillagés, feuillage policier: la ville où il fait si bon vivre.

À NANTES, le mot accueil s'adresse aux cadres sup et ingénieurs qu'on bichonne, pas aux migrants pauvres, chassés des squares, Vertais après Daviais (pas de réouverture annoncée), jardin des Fonderies (réouverture «d'ici la fin du 1^{er} trimestre 2019»). Le conseil municipal a voté 490 000 € de frais de gardiennage privé, vigiles 24h/24 et «travaux de sécurisation», grillages, clôtures, pour éviter que tentes se replantassent. «Plus aucune occupation sauvage sur l'espace public ne sera tolérée» a dit Farinella Rolland.. La ville dorlote son centre: programmé de 2019 à 2021, le réaménagement Feydeau-Commerce soigne la vision panoptique à

l'œuvre dans les prisons, théorie chère à Bentham et dénoncée par Foucault. Outre les caméras de vidéosurveillance 24/24, «l'éclairage nocturne, le feuillage plus fin des arbres et les plantes de moins d'un mètre de haut» sont censés garantir une vision dégagée, cliché de la théorie sociale et urbaine du «defensible space» qui charge le design urbain de rendre impossible toute déviance, de discipliner la ville, de l'ouvrir au regard policier et à la vigilance du citoyen délateur. «Pour lutter contre l'insécurité, l'espace sera plus transparent, sans recon pour la délinquance et le trafic», a promis Johanna Rolland. Ça doit être ça, le transparent adoptif. ■

Qui ça?



Ont œuvré à ce numéro: Anis Mauresque, Yas, Jules de chez Smith, Pascale Hibrage, Nicolas de La Casinière, Sophie Nasri, Olli, Fred Crayon, Frap, Sister Joan, Isabelle Abraham, Ray Clid, Bertrand Latouche. Directeur de publication: Nicolas de La Casinière. N°ISSN: 1270-4911 - N°CCPAP: 0211 G 88321 La Lettre à Lulu (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Lettre à Leuleu. Tirée à 3250 exemplaires sur papier recyclé par l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud, 30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine. Les textes publiés sont «copyleft». Livres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Les archives du journal sont sur www.lalettrealulu.com

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom:..... chèque à l'ordre de
Prénom:..... La Lettre à Leuleu
Adresse:..... 11 rue des Olivettes
..... 44000 Nantes
..... ou abonnement en
ligne via notre site (ci-
dessus) et via Paypal.
Courriel:.....